

ALGÉRIE-MAROC

Lamamra dénonce l'espionnage de citoyens et de responsables algériens par le Maroc

P. 24

ALGÉRIE-TUNISIE-LIBYE

Lamamra : "la sécurité de la Tunisie menacée par des mouvements terroristes activant dans la région notamment en Libye"

P. 24

L'ALGÉRIE ROMPT SES RELATIONS AVEC LE MAROC

Le silence du Maroc après la demande de clarification de l'Algérie à l'origine de la rupture des relations diplomatiques (Lamamra)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra a affirmé que le silence du royaume du Maroc après la demande de clarification exprimée par le ministère algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, le 16 juillet dernier, concernant "la dérive dangereuse" d'un plénipotentiaire marocain a épuisé toutes les chances et mené à la rupture des relations avec Rabat. Répondant aux questions des journalistes, à l'issue de l'annonce de la décision de l'Algérie de rompre à partir de mardi ses relations diplomatiques avec le Maroc, suites à ses actions hostiles récurrentes à l'égard de l'Algérie, M. Lamamra a souligné que dans ses deux discours, le souverain marocain "n'a pas apporté une réponse claire ou la clarification attendue par toute personne raisonnable, épuisant ainsi toutes les chances sans prononcer les mots qu'il fallait par devoir de responsabilité et de respect, ce qui a donné lieu aujourd'hui à cette décision". "Tous les Algériens qui attendaient une réponse claire à la question exprimée officiellement par le ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger le 16 juillet concernant les propos d'un plénipotentiaire marocain qui avait invoqué un prétendu "droit à l'autodétermination du peuple kabyle" et sur le fait de savoir si ces propos l'engageaient personnellement ou engageaient le Royaume en tant que voisin ou Etat", a-t-il ajouté. P.p 3-4-24 DKnews-APS



MESURES DE LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Les salles de fêtes non concernées par la levée de fermeture des espaces de loisirs (PM)

P. 24

TRANSPORTS

Nécessité de revoir la gestion des lignes de longue distance

P. 6

PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE MONDE

Au moins 4.451.888 morts

P. 11

SANTÉ

ANÉMIE

Quels signes doivent alerter ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (38^È ET DERNIÈRE JOURNÉE)

L'AS Aïn M'lila rejoint l'USM Bel Abbès, le CA Bordj Bou-Arréridj et la JSM Skikda en Ligue 2

P. 21



AUDIOVISUEL

L'ARAV adresse "un avertissement sévère" à l'EPTV

P. 16

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Neuf éléments de soutien au terrorisme et 13 narcotrafiants arrêtés par des détachements de l'ANP

P. 24

SÛRETÉ NATIONALE Installation du contrôleur de police Zenati Mourad, Nouveau Chef de sûreté de la wilaya de Sétif



Le Contrôleur de police Zenati Mourad a été installé mercredi matin au poste de nouveau chef de sûreté de la wilaya de Sétif, indique un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

La cérémonie d'installation qui s'est déroulée en présence de "membres de la commission sécuritaire et des autorités locales, civiles et judiciaires de la wilaya", a été supervisée par "le directeur des ressources humaines, en tant que représentant de Directeur général de la sûreté nationale, en compagnie du wali de Sétif", précise le communiqué.

Installation du nouveau chef de la sûreté de wilaya d'Oran

Une cérémonie d'installation du contrôleur de police Ouabri Abdelkrim en qualité de nouveau chef de la sûreté de wilaya d'Oran a été organisée, mardi, à indiqué un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps constitué.

L'installation du nouveau chef de la sûreté de wilaya a été supervisée par l'inspecteur des services, représentant du Directeur Général de la Sûreté Nationale, en compagnie du wali d'Oran et les membres de la commission de sécurité, a précisé la même source.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence des autorités locales, civiles, militaires et judiciaires de la wilaya, a-t-on conclu.

Le Contrôleur de police Laouar Kamel installé dans ses nouvelles fonctions en qualité de chef de Sûreté de la wilaya de Constantine

Le Contrôleur de police Laouar Kamel a été installé, mercredi, dans ses nouvelles fonctions en qualité de chef de la Sûreté de la wilaya de Constantine, a annoncé la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

"La cérémonie d'installation a été présidée par le directeur des ressources humaines représentant Monsieur le Directeur général de la Sûreté nationale, en compagnie de monsieur le wali de Constantine et en présence des membres de la Commission sécuritaire et des autorités locales civiles et judiciaires de la wilaya", précise la même source.

FORMATION PROFESSIONNELLE La rentrée professionnelle reportée au 5 octobre



Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé, mardi dans un communiqué, le report de la rentrée professionnelle pour les effectifs reconduits et les nouveaux inscrits au mardi 5 octobre 2021.

La rentrée professionnelle, initialement prévue le 26 septembre, est reportée au mardi 5 octobre 2021 pour les effectifs reconduits et les nouveaux inscrits, a précisé le communiqué, ajoutant que "les délais d'inscription (session d'octobre 2021) sont prolongés au samedi 25 septembre 2021".

Soucieux de préserver la santé de tous les personnels et effectifs du secteur, le ministère de tutelle a pris cette décision pour permettre la poursuite de la campagne de vaccination contre le Covid-19 et atteindre l'immunité collective, a souligné le communiqué.

EDUCATION - MÉDIAS Le ministère de l'Éducation nationale se démarque de tous les faux comptes sur les réseaux sociaux



Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed ne possède aucun compte sur les réseaux sociaux, a précisé mardi le ministère de l'Éducation nationale qui tient à se démarquer de tous les faux comptes qui diffusent en son nom ou lui sont attribués.

"Suite à la publication de posts par un faux compte Facebook attribué au ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, le ministère affirme que le premier responsable du secteur ne possède aucun compte sur les réseaux sociaux, ni en son nom personnel, ni en sa qualité de ministre de l'Éducation", précise le communiqué du ministère.

Dans ce contexte, le ministère de l'Éducation nationale "se démarque de tout contenu publié sur de faux comptes", note le communiqué, rappelant les seuls sites et pages officiels, à savoir : www.education.gov.dz, <https://www.facebook.com/EducationAlgérie> et <https://twitter.com/EducationAlgérie>.

MASCARA Action en faveur des élèves nécessiteux souffrant d'une faible acuité visuelle



La wilaya de Mascara a dégagé une enveloppe financière pour la prise en charge d'exams médicaux et l'acquisition de lunettes médicales au profit des élèves nécessiteux souffrant d'une faible acuité visuelle, a-t-on appris, auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Selon cette cellule, le wali de Mascara, Abdelkhalik Sayouda, a chargé la direction de l'administration locale de suivre le dossier de solidarité scolaire et en premier lieu la prise en charge totale, dans le cadre du budget de la wilaya, des examens ophtalmologiques et l'acquisition de lunettes médicales au profit de 1.400 élèves nécessiteux souffrant de la baisse de l'acuité visuelle, par la signature de contrats avec des médecins spécialistes et des opticiens vers lesquels les élèves sont orientés, lors des premiers jours de la rentrée scolaire, sans avoir à payer les prestations.

OUM EL BOUAGHI Saisie de plus de 3.700 comprimés d'ecstasy

Les éléments de brigade de recherche et d'intervention de la sûreté de la wilaya d'Oum El Bouaghi en coordination avec l'Armée Nationale Populaire (ANP) ont réussi à saisir 3.718 comprimés d'ecstasy, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon la même source, l'opération a été menée suite à des informations parvenues à cette brigade relatives au transport de cette quantité par un individu qui a été ensuite placé sous surveillance par les enquêteurs qui l'ont interpellé à bord d'un véhicule dont la perquisition a permis de découvrir 3.718 comprimés d'ecstasy soigneusement dissimulés.

Un dossier pénal a été constitué contre le suspect âgé de 36 ans pour "transport, mise en vente et vente d'ecstasy dans le cadre d'un groupe criminel organisé" et a été présenté devant le parquet compétent, a-t-on indiqué.

Travaux de restauration des cimetières de chouhada



Des travaux de restauration ont été effectués dans les cimetières de chouhada des deux communes d'Ain Diss et Ain Kercha dans la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction locale des moudjahidine.

Les travaux exécutés dans ces deux cimetières ont porté sur la restauration de la clôture, l'aménagement des terrains et des tombes et la pose de pierres tombales, a précisé la directrice de wilaya des moudjahidine, Mme Merikha Sahrroui qui a souligné qu'une enveloppe financière de 10 millions DA a été mobilisée pour ces deux opérations.

ALGÉRIE-MAROC

L'Algérie rompt ses relations avec le Maroc après une série d'actes hostiles

L'Algérie a officiellement rompu ses relations avec le royaume du Maroc ce mardi mettant en avant une série d'actes hostiles commis par le royaume sur une longue période.

Au cours d'une conférence de presse organisée à Alger, le ministre des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Étranger, Ramtane Lamamra a rappelé toute une série d'"actes hostiles, inamicaux et malveillants à l'encontre de notre pays" dont est responsable le Maroc depuis 1963, date à laquelle le royaume a "déclenché" une "guerre fratricide" contre l'Algérie. "En 1976, le Maroc a rompu brutalement les relations diplomatiques avec l'Algérie qui venait, avec quelques autres pays, de reconnaître souverainement la République Arabe Sahraouie Démocratique". Il faudra attendre l'année 1988 pour que les deux pays normalisent leurs relations diplomatiques. "Le communiqué commun du 16 mai 1988 qui sert de fondement et d'ancrage à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, est rédigé dans une telle perspective ambitieuse et responsable. Il comporte 4 paramètres essentiels qui consistent autant d'engagements interliés que le Royaume du Maroc a acceptés, faute de quoi la normalisation des relations entre les deux pays n'aurait pas été possible", indique le ministre. "Une volonté de promouvoir entre les deux peuples algérien et marocain des relations permanentes de paix, de bon voisinage et de coopération, et réaffirmation de la pleine validité des traités, conventions et accords conclus entre les deux pays, une contribution efficace à l'accélération de l'édification du Grand Maghreb arabe.

Une contribution au resserrement des rangs arabes autour de la cause sacrée du peuple palestinien, en vue de la satisfaction de ses droits nationaux, y compris son droit à la création d'un État dans sa patrie, et de la libération de tous les territoires arabes occupés, y compris la ville sainte d'El-Qods, le soutien à une solution juste et définitive au conflit du Sahara occidental à travers un référendum d'autodétermination, régulier et libre se déroulant dans la sincérité la plus totale et sans aucune contrainte", sont les points sur lesquels se sont mis d'accord les deux pays.

"Aujourd'hui, il est évident que le Royaume du Maroc a renié, en totalité ou en partie, de manière grave et répétée, les quatre engagements fondamentaux qui constituent la base essentielle et le socle normatif sur lesquels s'appuie la normalisation des relations entre les deux pays", constate le chef de la diplomatie algérienne. "Le Royaume du Maroc a

fait de son territoire national une franchise diplomatique et une tête de pont pour planifier, organiser et soutenir une série d'actes hostiles et caractérisés contre l'Algérie. Les dernières en date concernent les accusations insensées et les menaces à peine voilées proférées par le ministre israélien des Affaires étrangères en visite officielle au Maroc et en présence de son homologue marocain qui a manifestement été l'instigateur de tels propos injustifiables", poursuit le ministre.

"Il faut bien se rendre compte que jamais depuis 1948 un membre d'un gouvernement israélien n'a été entendu émettre des jugements et proférer des messages contre un pays arabe à partir du territoire d'un autre pays arabe. Cette performance inégalable de l'État marocain, contraire à la cohérence de l'Histoire, est révélatrice d'une hostilité extrême et d'une fuite en avant sans discernement ni limites", déplore-t-il. "Sur le plan de la sécurité régionale, le fait pour les autorités marocaines d'introduire une puissance militaire étrangère dans le champ maghrébin et d'inciter son représentant à tenir des propos fallacieux et malveillants à l'encontre d'un pays voisin constitue un acte grave et irresponsable qui viole les dispositions de l'article 5 du Traité de fraternité, de bon voisinage et de coopération ainsi que les engagements souscrits au titre du communiqué conjoint du 16 mai 1988", note-t-il.

La rupture des relations diplomatiques n'affectera pas la situation des résidents

Parmi les actions hostiles du Maroc, Lamamra citera "la collaboration active et documentée du Royaume du Maroc avec deux organisations terroristes dites MAK et RACHAD dont les derniers crimes odieux sont liés à leur implication préméditée dans les incendies qui ont ravagé plusieurs wilaya du pays et dans le supplice et l'assassinat abjects de notre compatriote Djamel Bensmain". Par ailleurs, dira-t-il, "l'affaire, non moins grave, du scandale Pegasus a révélé au grand jour l'espionnage massif et systématique auquel ont été soumis des responsables et des citoyens algériens ciblés par les services de renseignement marocains".

Sur un autre plan, "s'agissant de l'engagement relatif à l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, le Royaume



du Maroc l'a renié, alors qu'il a été solennellement pris par le Roi Hassan II et consigné dans les documents officiels de l'OUA et des Nations Unies, et les dirigeants actuels du Royaume nourrissent désormais l'illusion de pouvoir imposer leur diktat à la communauté internationale concernant une prétendue prééminence et exclusivité de leur thèse de l'autonomie", affirme le ministre.

"Après avoir fait échouer, systématiquement et en faisant usage d'une singulière mauvaise foi, tous les efforts internationaux menés sous l'égide des Nations Unies, le Royaume du Maroc a ainsi détruit toute confiance en sa parole et en sa signature alors qu'il fait semblant de soutenir les Nations Unies dont la responsabilité est pleinement et irréversiblement engagée dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable pour les deux parties, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, qui garantit le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination", explique encore Lamamra. Il reproche au Maroc d'avoir retardé la construction de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) rappelant que le royaume avait décidé "unilatéralement, le 20 décembre 1995, le gel des activités des institutions de l'UMA vouant cette dernière à une mort lente". "L'Algérie refuse les faits accomplis unilatéraux aux conséquences funestes pour les peuples maghrébins. L'Algérie refuse de continuer à entretenir une fausse normalité ayant pour effet de maintenir l'ensemble maghrébin dans une situation de grave précarité, en porte-à-faux par rapport au droit international", a assuré le ministre.

La rupture des relations diplomatiques n'affectera pas la situation des Algériens résidents au Maroc et celle des Marocains présents en Algérie, a assuré Ramtane Lamamra.

Selon lui, la rupture des relations diplomatiques signifie "qu'il y a un désaccord profond entre les États et ce désaccord profond ne doit pas toucher les deux peuples", a-t-il soutenu, faisant savoir que les consulats des deux côtés vont continuer à faire leur travail".

L'Algérie présente aux côtés de la Libye et de la Tunisie, suite près la crise du barrage de la renaissance

Interrogé au sujet de la situation en Libye, M. Lamamra a jugé indispensable l'intervention des pays voisins pour aider les Libyens à parachever le processus politique de la réconciliation nationale mené sous l'égide des Nations unies. "Il est indispensable que les pays limitrophes puissent se réunir pour aider la Libye à parachever le processus politique de la réconciliation nationale", a-t-il déclaré. "Le règlement de la crise libyenne doit être par les Libyens", a-t-il affirmé soulignant l'urgence de

"mettre fin aux ingérences extérieures, à l'afflux des armes et d'obtenir le retrait des combattants étrangers et des mercenaires". Concernant la situation en Tunisie, le ministre a indiqué que ce pays était menacé par des groupes terroristes tunisiens et d'autres basées en Libye. Il a précisé, dans ce contexte, que l'Algérie et la Tunisie coopèrent en matière de renseignement, de sécurité et sur le plan militaire. Il a rappelé la position de l'Algérie rejetant toute ingérence dans les affaires internes de la Tunisie. S'exprimant au sujet de la crise liée au barrage de la renaissance sur le Nil opposant l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie, M. Lamamra a indiqué que l'Algérie était prête à aider ces pays à revenir à une situation de normalité dans les négociations autour de cette infrastructure. "Le devoir de l'Algérie est de faire preuve de disponibilité, de courage, de dévouement afin d'aider ces parties à transcender une situation difficile pour se retrouver dans l'entente dans une situation de normalité qui permet aux trois peuples de bénéficier de cette ressource précieuse d'une manière organisée, transparente et équitable", a-t-il expliqué. "Nous sommes encouragés de persévérer dans cette voie et nous demeurons tout à fait disponibles et au service de la stabilité et de la prospérité des trois peuples frères et de leurs efforts", a-t-il ajouté. "Les trois parties considèrent que l'Algérie n'a pas d'agenda additionnel et qu'elle ne pouvait pas se résigner à une dégradation de la situation entre les pays qui lui sont très proches", a-t-il assuré.

La rupture des relations diplomatiques n'affectera pas la situation des résidents des deux pays (Lamamra)

La rupture des relations diplomatiques n'affectera pas la situation des Algériens résidents au Maroc et celle des Marocains présents en Algérie, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger, Ramtane Lamamra. "La rupture des relations diplomatiques n'affectera pas négativement la situation des Algériens résidents au Maroc et celle des Marocains présents en Algérie, la dimension humaine est inséparable des liens historiques et fraternels qui unissent les peuples algériens et marocains", a déclaré le chef de la diplomatie algérienne lors d'une conférence de presse à Alger. Selon M. Lamamra cette rupture signifie "qu'il y a un désaccord profond entre les États qui ne doit pas affecter les deux peuples", a-t-il soutenu, faisant savoir que les consulats des deux côtés vont continuer à faire leur travail. Répondant, par ailleurs, à une question sur l'implication du Maroc dans les feux de forêts ayant ravagé plusieurs wilayas du pays, M. Lamamra a assuré que, "l'Algérie prendra toutes les mesures efficaces et permises par le droit international pour assurer sa souveraineté nationale, défendre son intégrité territoriale et la protection de ses citoyens". "Il s'agit d'attributs de souveraineté et l'Algérie est suffisamment outillée et suffisamment forte", a-t-il indiqué, relevant que "le fait que le peuple algérien ait montré une telle solidarité et mobilisation aux côtés des victimes des incendies est la preuve évidente que l'État ne manquera pas de tout entreprendre pour que ce genre de méfaits ne se reproduise pas".

Le Maroc a coopéré avec les deux groupes terroristes nommés MAK et Rachad (Lamamra)

Le Maroc a coopéré avec les deux groupes terroristes nommés MAK (Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie) et Rachad dont l'implication a été prouvée dans les crimes odieux liés aux grands incendies qu'a connus un certain nombre de wilayas du pays", a déclaré mardi le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra. Lors d'une conférence au cours de laquelle il a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'Étranger, a également accusé les deux organisations d'être derrière l'assassinat et la torture du citoyen Djamel Bensmail, le 11 août courant. Ce dernier venu participer à l'extinction des incendies a été lynché par une foule en délire à Laabaa Nath Irathen dans la wilaya de Tizi Ouzou. Le ministre a également critiqué le régime marocain dont "un responsable" s'est exprimé en faveur d'un prétendu droit à l'autodétermination de la Kabylie.

Le silence du Maroc après la demande de clarification de l'Algérie à l'origine de la rupture des relations diplomatiques (Lamamra)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra a affirmé que le silence du royaume du Maroc après la demande de clarification exprimée par le ministère algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, le 16 juillet dernier, concernant "la dérive dangereuse" d'un plénipotentiaire marocain a épuisé toutes les chances et mené à la rupture des relations avec Rabat. Répondant aux questions des journalistes, à l'issue de l'annonce de la décision de l'Algérie de rompre à partir de mardi ses relations diplomatiques avec le Maroc, suites à ses actions hostiles récurrentes à l'égard de l'Algérie, M. Lamamra a souligné que dans ses deux discours, le souverain marocain "n'a pas apporté une réponse claire ou la clarification attendue par toute personne raisonnable, épuisant ainsi toutes les chances sans prononcer les mots qu'il fallait par devoir de responsabilité et de respect, ce qui a donné lieu aujourd'hui à cette décision". "Tous les Algériens qui attendaient une réponse claire à la question exprimée officiellement par le ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger le 16 juillet concernant les propos d'un plénipotentiaire marocain qui avait invoqué un prétendu "droit à l'autodétermination du

peuple kabyle" et sur le fait de savoir si ces propos l'engageaient personnellement ou engageaient le Royaume en tant que voisin ou État", a-t-il ajouté. M. Lamamra avait annoncé, mardi, publiquement et officiellement, la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc dans le prolongement de l'annonce par le Haut Conseil de Sécurité sur la base de plusieurs facteurs et données dont l'attitude d'un plénipotentiaire du Royaume qui s'est illustré par une dérive particulièrement dangereuse et irresponsable en invoquant un prétendu "droit à l'autodétermination du vaillant peuple kabyle". "En tout état de cause, l'Algérie refuse de subir des comportements et des actes condamnables et qu'elle condamne énergiquement. L'Algérie refuse les faits accomplis unilatéraux aux conséquences funestes pour les peuples maghrébains", avait souligné le Chef de la diplomatie. "L'Algérie refuse de continuer à entretenir une fausse normalité ayant pour effet de maintenir l'ensemble maghrébin dans une situation de grave précarité, en porte-à-faux par rapport au droit international", a-t-il précisé. "C'est pourquoi et sur la base de tous ces facteurs et de toutes ces données, l'Algérie a décidé de rompre les relations diplomatiques avec le Royaume du Maroc avec effet immédiat", a conclu M. Lamamra.

ALGÉRIE-MAROC

Déclaration de M. Lamamra sur la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc

Le ministre des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Étranger, Ramtane Lamamra a fait une déclaration mardi à Alger dans laquelle il a annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc. Voici le texte intégral de cette déclaration:

"Dans le prolongement de l'annonce par le Haut Conseil de Sécurité de sa décision concernant les relations algéro-marocaines, je voudrais, au nom de Monsieur le Président de la République, chef suprême des Forces armées, Ministre de la Défense nationale, et au nom du Gouvernement algérien, faire la déclaration suivante :

1- Il est historiquement et objectivement établi que le Royaume du Maroc n'a jamais cessé de mener des actions hostiles, inamicales et malveillantes à l'encontre de notre pays et ce, depuis l'indépendance de l'Algérie. Cette animosité, dont le caractère systématique, méthodique et prémédité est documenté, avait débuté avec la guerre d'agression ouverte de 1963, guerre fratricide déclenchée par les forces armées royales marocaines contre l'Algérie qui venait de reconquérir son indépendance nationale. Cette guerre dans laquelle le Royaume du Maroc avait engagé des armements et des équipements lourds particulièrement meurtriers a coûté à l'Algérie 850 valeureux martyrs qui ont donné leurs vies pour la préservation de l'intégrité territoriale de la patrie dont ils avaient contribué à la libération.

2- Malgré les blessures béantes laissées par cette confrontation armée, l'Algérie a patiemment bâti des relations d'Etat à Etat avec son voisin marocain. Un Traité de fraternité, de bon voisinage et de coopération et une Convention de délimitation des frontières entre les deux pays sont venus, à Ifrane en 1969 et à Rabat en 1972, consacrer le principe de l'intangibilité des frontières héritées aux indépendances.

3- En 1976, le Maroc a rompu brutalement les relations diplomatiques avec l'Algérie qui venait, avec quelques autres pays, de reconnaître souverainement la République Arabe Sahraouie Démocratique. Douze ans après, les deux pays ont décidé en 1988 de normaliser leurs relations et de les inscrire dans une perspective historique centrée sur la "communauté de destin des peuples algérien et marocain" et sur une coopération féconde à impulser entre les deux pays. Cette normalisation est intervenue après les efforts méritoires déployés par des Chefs d'Etat de bonne volonté dont le Serviteur des deux lieux saints, le Roi Fahd Ibn Abdelaziz, dont l'engagement personnel dans une médiation active avait permis de créer un climat politique favorable à une évolution positive de la situation.

Le communiqué commun du 16 mai 1988 qui sert de fondement et d'ancrage à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, est rédigé dans une telle perspective ambitieuse et responsable. Il comporte 4 paramètres essentiels qui constituent autant d'engagements interreliés que le Royaume du Maroc a acceptés, faute de quoi la normalisation des relations entre les deux pays n'aurait pas été possi-



ble: Une volonté de promouvoir entre les deux peuples algérien et marocain des relations permanentes de paix, de bon voisinage et de coopération, et réaffirmation de la pleine validité des traités, conventions et accords conclus entre les deux pays.

Une contribution efficace à l'accélération de l'édification du Grand Maghreb arabe. Une contribution au resserrement des rangs arabes autour de la cause sacrée du peuple palestinien, en vue de la satisfaction de ses droits nationaux, y compris son droit à la création d'un Etat dans sa patrie, et de la libération de tous les territoires arabes occupés, y compris la ville sainte d'El-Qods.

Le soutien à une « solution juste et défi nitive au conflit du Sahara occidental à travers un référendum d'autodétermination, régulier et libre se déroulant dans la sincérité la plus totale et sans aucune contrainte ».

4- L'Algérie s'interdit par principe de s'ingérer dans les affaires intérieures du Royaume du Maroc et des attitudes de sa part, historiquement bien établies, en ont fait l'ample démonstration, singulièrement dans le contexte de graves crises politico-militaires qui ont ébranlé la stabilité et la sécurité du Royaume. Pour leur part, les appareils sécuritaires et de propagande du Royaume du Maroc mènent une guerre médiatique de bas niveau et de grande envergure contre l'Algérie, son peuple et ses dirigeants, n'hésitant pas à forger des scénarios fantaisistes, à inventer des rumeurs et à propager des propos diffamatoires. Plus grave encore, un plénipotentiaire du Royaume s'est illustré par une dérive particulièrement dangereuse et irresponsable en invoquant un prétendu "droit à l'autodétermination du vaillant peuple kabyle".

Face à une provocation qui atteint son paroxysme, l'Algérie a fait preuve de retenue en demandant publiquement une clarification de la part d'une autorité marocaine compétente. Le

silence assourdissant de la partie marocaine à ce propos qui persiste depuis le 16 juillet dernier traduit clairement la marque d'une caution politique de la plus haute autorité marocaine.

5- Aujourd'hui, il est évident que le Royaume du Maroc a renié, en totalité ou en partie, de manière grave et répétée, les quatre engagements fondamentaux qui constituent la base essentielle et le socle normatif sur lesquels s'appuie la normalisation des relations entre les deux pays.

Le Royaume du Maroc a fait de son territoire national une franchise diplomatique et une tête de pont pour planifier, organiser et soutenir une série d'actions hostiles et caractérisées contre l'Algérie. Les dernières en date concernent les accusations insensées et les menaces à peine voilées proférées par le Ministre israélien des Affaires étrangères en visite officielle au Maroc et en présence de son homologue marocain qui a manifestement été l'instigateur de tels propos injustifiables.

Il faut bien se rendre compte que jamais depuis 1948 un membre d'un gouvernement israélien n'a jamais été entendu émettre des jugements et proférer des messages contre un pays arabe à partir du territoire d'un autre pays arabe. Cette performance inégalable de l'Etat marocain, contraire à la cohérence de l'Histoire, est révélatrice d'une hostilité extrême et d'une fuite en avant sans discernement ni limites.

Sur le plan de la sécurité régionale, le fait pour les autorités marocaines d'introduire une puissance militaire étrangère dans le champ maghrébin et d'inciter son représentant à tenir des propos fallacieux et malveillants à l'encontre d'un pays voisin constitue un acte grave et irresponsable qui viole les dispositions de l'article 5 du Traité de fraternité, de bon voisinage et de coopération ainsi que les engagements souscrits au titre du communiqué conjoint du 16 mai 1988.

6- Ces actions hostiles concer-

nent également la collaboration active et documentée du Royaume du Maroc avec deux organisations terroristes dites MAK et RACHAD dont les derniers crimes odieux sont liés à leur implication préméditée dans les incendies qui ont ravagé plusieurs wilayates du pays et dans le supplice et l'assassinat abjects de notre compatriote Djamel Bensmail. Pour sa part, l'affaire, non moins grave, du scandale Pegasus a révélé au grand jour l'espionnage massif et systématique auquel ont été soumis des responsables et des citoyens algériens ciblés par les services de renseignement marocains.

En fait, la liste est longue et elle va de l'imposition unilatérale, injuste et injustifiée du régime des visas aux ressortissants algériens en 1994 (y compris aux ressortissants étrangers d'origine algérienne) à la suite de l'attentat de Marrakech commis par un réseau de terroristes marocains et étrangers à la violation injustifiable de l'enceinte du Consulat général algérien à Casablanca, avec la profanation du drapeau national un certain 1er novembre 2013, cette grave atteinte aux symboles et valeurs du peuple algérien n'a pas donné lieu à des excuses ou explication, et son auteur, un activiste issu d'un mouvement dit de la jeunesse royaliste, a écopé d'une peine outrageusement laxiste de deux mois de prison avec sursis pour un acte perpétré contre une institution de souveraineté internationalement protégée, "compiaissamment qualifié d'"atteinte à propriété privée" (sic).

7- S'agissant de l'engagement relatif à l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, le Royaume du Maroc l'a renié, alors qu'il a été solennellement pris par le Roi Hassan II et consigné dans les documents officiels de l'OUA et des Nations Unies, et les dirigeants actuels du Royaume nourrissent désormais l'illusion de pouvoir imposer leur diktat à la communauté internationale concernant une prétendue prééminence et exclusivité de leur

thèse de l'autonomie. Après avoir fait échouer, systématiquement et en faisant usage d'une singulière mauvaise foi, tous les efforts internationaux menés sous l'égide des Nations Unies, le Royaume du Maroc a ainsi détruit toute confiance en sa parole et en sa signature alors qu'il fait semblant de soutenir les Nations Unies dont la responsabilité est pleinement et irrévocablement engagée dans la recherche d'une solution mutuellement acceptable pour les deux parties, le Royaume du Maroc et le Front Polisario, qui garantit le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

8- Pour ce qui est de l'engagement relatif à l'accélération de la construction maghrébine, et après la création de l'Union du Maghreb Arabe en tant qu'organisation régionale mise sur pied dans le prolongement de la normalisation des relations algéro-marocaines, le Royaume du Maroc se présente comme le pays membre de l'Union qui a ratifié le plus petit nombre d'accords avec exclusion des accords structurants. Plus révélateur encore, le Maroc a décidé unilatéralement, le 20 décembre 1995, le gel des activités des institutions de l'UMA vouant cette dernière à une mort lente.

9- De toute évidence, le Royaume du Maroc a sapé, systématiquement et durablement, la base consensuelle sur laquelle les deux pays ont tracé le cap et les contours harmonieux d'une relation bâtie sur la bonne foi, la confiance mutuelle, le bon voisinage et la coopération. Ce faisant, ses dirigeants portent une très lourde responsabilité dans la succession de crises, dont la gravité ne fait que s'accroître, et qui vouent sans rémission la relation algéro-marocaine à suivre péniblement un chemin étroit côtoyant l'abîme.

L'attitude marocaine condamne les peuples de la région à la mésentente et à la confrontation. Cette attitude hypothèque dangereusement le présent et l'avenir de nos peuples. La mise en cause publique et solennelle de ladite attitude par l'Algérie met en évidence la nécessité urgente de la prévalence de la raison en lieu et place du pari sur le pire qui semble animer la posture du Royaume du Maroc envers l'Algérie. En tout état de cause, l'Algérie refuse de subir des comportements et des actes condamnables et qu'elle condamne énergiquement. L'Algérie refuse les faits accomplis unilatéraux aux conséquences funestes pour les peuples maghrébins.

L'Algérie refuse de continuer à entretenir une fausse normalité ayant pour effet de maintenir l'ensemble maghrébin dans une situation de grave précarité, en porte-à-faux par rapport au droit international.

C'est pourquoi et sur la base de tous ces facteurs et de toutes ces données, l'Algérie a décidé de rompre les relations diplomatiques avec le Royaume du Maroc avec effet immédiat.

TIZI-OUZOU

L'APW de Tizi-Ouzou décerne le prix de la Paix, de la Fraternité et de l'Unité au père du défunt Djamel Bensmail

L'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou a annoncé, mercredi, qu'elle a créé un prix pour la Paix, la Fraternité et l'Unité, décerné, dans sa première édition, au père du défunt Djamel Bensmail (assassiné à Larbaa n'Ath Irathen), pour son rôle dans la préservation de la cohésion du peuple algérien.

Intervenant à l'ouverture d'une session extraordinaire de l'APW, consacrée aux derniers incendies du 9 août qui ont ravagé une trentaine de communes de la wilaya pendant plus d'une semaine, le président de cette assemblée élue, Youcef Aouchiche, a indiqué que ce Prix de la Paix est décerné au père de Djamel Bensmail, pour son rôle déterminant, après l'assassinat "abject" de son fils, dans "l'extinction de la Fitna (discorde)", entre les enfants de l'Algérie. "Malgré son drame et son chagrin, le père de Djamel Bensmail a fait preuve d'un sens élevé de patriotisme, de sagesse et de tolérance. Il a

intervenu et a mis fin à la Fitna que certains cercles voulaient promouvoir entre le peuple d'un même pays", a souligné le président d'APW. Ce même responsable élu a relevé que les déclarations du père du défunt, "ont vite stoppé les extrémistes de tout bord qui voulaient instrumentaliser cette tragédie pour raviver le brasier de la haine et de la Fitna". Aussi, a-t-il ajouté, "en guise de reconnaissance à cette attitude qui restera ancrée dans l'Histoire de notre pays et afin de promouvoir les valeurs de paix, d'unité, de fraternité et de solidarité, nous avons décidé la création d'un prix pour la paix,

la fraternité et l'unité qui sera décerné dans sa première édition au père de Djamel Bensmail". Dans sa déclaration, M. Aouchiche a souligné que l'APW condamne avec "la plus grande fermeté" l'assassinat "barbare et ignoble" du jeune Djamel Bensmail qui est "venu porter aide et assistance à ses frères et sœurs de Tizi-Ouzou". Qualifiant cet assassinat d'"odieux, abject et isolé qui ne reflète ni les valeurs ni les principes sur lesquelles est édiflée notre société et notre wilaya (Tizi-Ouzou)", il a signalé que l'enquête en cours concernant cette affaire "doit aboutir à déterminer les exécuteurs et les com-

manditaires" de l'assassinat du jeune Djamel. S'inclinant à la mémoire des dizaines de victimes (citoyens et militaires) des incendies, M. Aouchiche a annoncé que l'APW a décidé de financer la réalisation d'un mémorial à l'effigie de toutes les personnes mortes dans ces incendies.

Il a également salué le peuple algérien qui, à chaque épreuve, "réaffirme son attachement aux valeurs de solidarité, de fraternité et de cohésion", citant pour preuve "l'extraordinaire synergie et élan de solidarité des Algériens, suite à cette tragédie (incendies) qui a touché la wilaya".

ANNABA

L'entreprise portuaire remet au secteur de la santé un appareil de respiration en réanimation

L'entreprise portuaire d'Annaba a remis mardi un appareil de respiration en réanimation, au secteur de la santé de la wilaya dans le cadre d'une initiative de solidarité avec les patients atteints de la covid-19, a-t-on appris de la cellule de communication de l'entreprise. Lors de cérémonie de remise de cet équipement qui substitue temporairement à la fonction des poumons et dont le coût d'acquisition a été estimé à 3,8 millions DA, l'accent a été porté sur l'importance de conjugaison des efforts de tous pour soutenir l'action du secteur de la santé en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle et lui permettre de bien prendre en charge les patients. Les représentants du secteur de la santé ont indiqué durant cette cérémonie tenue au siège de l'entreprise portuaire ont insisté sur la nécessité d'assurer le succès de la campagne de vaccination contre la Covid-19 pour contenir cet épidémie. Une autre initiative similaire de solidarité a été lancée par le syndicat national des pharmaciens d'offices (Snapo) en coordination avec des opérateurs économiques pour acquérir un générateur d'oxygène médical au profit de l'hôpital Ibn Sina d'Annaba.

OUM EL BOUAGHI

Distribution de 45 concentrateurs d'oxygène à des hôpitaux de la wilaya

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oum El Bouaghi a distribué 45 concentrateurs d'oxygène à cinq établissements publics hospitaliers (EPH) dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de la Covid-19, a-t-on appris mardi de cette direction. 25 concentrateurs d'oxygène d'une capacité de 10 litres acquis sur budget de la wilaya ont été distribués début août courant et 20 autres représentant un don du ministère de la Santé, de la Population et de la réforme hospitalière l'ont été aujourd'hui lundi, a précisé à l'APS le directeur local

de la santé, Mohamed Layeb. Ces concentrateurs ont été répartis aux EPH des communes d'Ain M'illa, Ain Fakroun, Oum El Bouaghi, Ain El Beida et Meskiana, a souligné le même responsable qui a fait état de la programmation de l'acquisition de deux générateurs d'oxygène d'une capacité de 50 et 30 m3 pour un montant de 60 millions DA du budget du secteur. Les établissements de santé de la wilaya ont bénéficié de nombreux concentrateurs d'oxygène et d'un générateur d'oxygène à la faveur de dons de mécènes et des campagnes de solidarité, est-il noté.

ORAN

Plus de 5.600 nouveaux étudiants attendus à l'université Oran1 "Ahmed Ben Bella"

Quelque 5.625 nouveaux bacheliers rejoindront l'université Oran1 "Ahmed Ben Bella", lors de la prochaine rentrée universitaire 2021-2022, a-t-on appris mardi du chargé de communication de cet établissement de l'enseignement supérieur. Le professeur Mohamed Labassi a déclaré à l'APS que ce nombre d'étudiants, orientés vers les différentes spécialités assurées par l'université Oran1, est appelé à augmenter, lors de la période des transferts universitaires.

Le même responsable a relevé que la prochaine rentrée universitaire sera caractérisée par l'ouverture d'une licence professionnelle dans la spécialité de l'agri-

culture intelligente au niveau de la faculté de la nature et de la vie.

D'autre part, l'opération de dépôt à distance des dossiers de demandes de candidature pour les études en Master se poursuit au niveau des différentes facultés de l'université. Concernant la campagne de vaccination contre la Covid-19, l'université Oran1 a organisé deux campagnes de vaccination pour les professeurs et les employés, durant le mois d'août, au niveau des facultés de médecine, de sciences humaines et de sciences islamiques, a indiqué la même source.

D'autres campagnes de vaccination, qui seront lancées prochainement sont, actuellement, en

cours de préparation et comprendront la vaccination des professeurs et des étudiants et tous les travailleurs de l'université. Il est à noter que le nombre d'étudiants de l'université Oran1, lors de l'année universitaire précédente, était de 23.151 étudiants, répartis sur cinq facultés et deux instituts, à savoir l'institut des sciences exactes et d'application, la faculté des sciences de la nature et de la vie, la faculté de médecine, la faculté de littérature arabe et des arts, la faculté des sciences humaines et de civilisation islamique, l'institut des sciences et des techniques appliquées et l'institut de traduction.

MOSTAGANEM

Covid-19 : une saison estivale morose, la prévention priorisée

La wilaya de Mostaganem connaît une saison estivale morose, dans un contexte pandémique, notamment après la fermeture des plages et des espaces de loisirs, en raison de l'application du confinement sanitaire à domicile, dans le cadre des mesures de prévention contre la covid-19, décidées vers la fin de juillet dernier.

Les familles de Mostaganem et celles en provenance d'autres wilayas tentent de joindre l'utile à l'agréable: rechercher des vacances dans la totale sécurité en prenant en compte les mesures de prévention et passer la période estivale dans les meilleures conditions.

Les plages de Mostaganem, à l'instar de "Sidi Medjdoub" et "Moutriba" sur la corniche est de la ville (Kharouba), ainsi que la plage "Les Sablettes", dans la commune de Mazagan, paraissent complètement désertées par les habitués estivants en cette période de l'année où, d'habitude et il y a quelques semaines seulement, ces lieux connaissent une activité débordante et une circulation automobile intense.

Le même décor est planté à la façade maritime de "Salamandre", qui connaissait habituellement au mois d'août, le pic de la saison estivale, une grande dynamique d'estivants et une activité commerciale débordante. Désormais, les restaurants sont fermés et les cafétérias ont retiré les tables. Les clients se contentent de boissons chaudes ou glacées à emporter.

Les espoirs d'une saison estivale "normale" s'estompent

La wilaya de Mostaganem a commencé tôt les préparatifs de la saison estivale de cette année, dégageant des enveloppes financières importantes pour l'aménagement des plages et leur équipement afin d'accueillir les estivants dans les meilleures conditions, rappelle le directeur local du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Abdeslam Mansour.

Dans une déclaration à l'APS, il a indiqué que "la saison estivale, en dépit du retard d'un mois complet sur la date de son lancement et sur ouverture au mois de juillet dernier, a connu une grande affluente d'estivants et de familles des différentes wilayas du pays et les réservations au niveau des hôtels et des 33 résidences touristiques d'une capacité globale de 3.800 lits, ont atteint les 100 pour cent".

Ces indicateurs positifs ont boosté les espoirs des professionnels, notamment les agences touristiques, qui ont assuré les services d'hébergement (réservations), de restauration, de transport et de loisirs, dans le cadre d'un programme touristique. "Tout présageait une excellente saison permettant aux professionnels de récupérer des effets négatifs de la situation épidémique de l'année dernière", ajoute le même responsable. Mais ces espoirs se sont évaporés, en raison de la flambée des

contamination par la Covid-19 et la décision des autorités publiques d'un certain nombre de mesures de prévention, dont notamment la fermeture des plages et des espaces de loisirs - le parc "Mostaland" et "Kharouba Aquapark" pour la wilaya de Mostaganem - ainsi que le confinement partiel de 20 heures à 6 heures du matin. Selon le directeur du tourisme, ces décisions n'ont pas concerné les hôtels et les résidences touristiques, qui ont poursuivi leurs activités, avec une application rigoureuse du protocole sanitaire de prévention et la multiplication des sorties des inspecteurs du tourisme pour contrôler l'application des mesures sanitaires, notamment la distanciation et le port du masque protecteur.

S'adapter à une situation particulière

Ces mesures ont eu pour effet l'annulation d'un grand nombre de réservations au niveau des hôtels soit 80%, notamment ceux ne disposant pas de piscines, sachant que le taux d'occupation des lits dans ces établissements touristiques a reculé entre 35 et 40%, selon le représentant d e la wilaya de la confédération nationale de l'hôtellerie et de la restauration, Noureddine Maze.

Ce responsable a indiqué à l'APS que "sept établissements hôteliers sur 34 établissements de la wilaya activent toujours dans ces condi-

tions exceptionnelles, alors que de nombreux restaurants touristiques, qui préfèrent travailler en soirée, ont carrément fermé leurs portes", tout en appelant à s'adapter à la situation sanitaire et à une application rigoureuse du protocole sanitaire.

Les agences de tourisme et de voyages font face à la même situation. Elles souffrent, pour la deuxième année consécutive, des conséquences de la Covid-19, avec l'annulation des vols aériens et des traversées maritimes ainsi que l'annulation des réservations dans les hôtels, notamment à l'étranger et la cessation des activités de la Omra, très prisée durant le mois de Ramadhan, a indiqué le directeur de l'agence "Odyssee voyages" Ali Boukebir. Cette situation a engendré de grandes pertes aux agences de tourisme, avec l'incapacité des professionnels à trouver des palliatifs, à travers le tourisme interne, l'organisation de voyages au sud ou les wilayas côtières, ajoute le même interlocuteur.

Des vacances à la maison ou mobilité restreinte

Toutefois, les mesures exceptionnelles n'ont pas eu un grand effet sur le marché de location de courte durée des habitations privées. Ce créneau connaît une affluente conséquente des familles de plusieurs wilayas du pays, selon les amateurs de ce type de résidence pour passer les vacances.

GUELMA 30.000 ha réservés à la culture du colza la prochaine saison agricole

Une superficie de 30.000 hectares sera réservée à la culture du colza durant la prochaine saison agricole 2021/2022 après le succès de la première expérience la saison passée, a affirmé mardi le directeur général de l'Institut technique des grandes cultures (ITGC), Mohamed El-Hadi Sakhri.

Cet objectif ainsi fixé pour la filière pour la prochaine saison est "réalisable au regard des grandes potentialités dont dispose l'Algérie en termes de terres agricoles et adhésion des agriculteurs à ce programme", a précisé le même responsable à l'APS en marge d'une rencontre régionale au profit des acteurs de cette filière dans cinq (5) wilayas de l'Est tenue à l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé.

Le même responsable a relevé que l'Algérie a réussi au titre de la première expérience de cette culture menée la saison agricole passée à fournir plus de 2.300 quintaux de semences permettant la culture en colza de plus de 40.000 hectares à la prochaine saison, ajoutant que le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a prévu dans le cadre de la feuille de route du secteur 2020/2024 des mesures multiples pour assurer la réussite du programme de développement de cette filière. Le même cadre a assuré que le ministère de tutelle planche sur la mise en place d'un plan d'incitation des agriculteurs à s'intégrer davantage à cette filière à la prochaine saison incluant la révision du prix du quintal fixé la saison passée à 7.300 DA en l'augmentant de 2.000 DA.

Les autorités supérieures du pays ont également prévu de créer une unité spécialisée dans la transformation du colza dans "les plus proches délais possibles" qui traitera toutes les quantités produites, a-t-il ajouté assurant que les agriculteurs n'ont trouvé aucune difficulté à livrer leurs récoltes en vertu d'une convention de partenariat avec un opérateur privé.

Le ministère de l'Agriculture a tracé des objectifs pour chaque wilaya, a ajouté le même cadre qui a précisé qu'une superficie de 2000 hectares a été ainsi prévue pour la culture du colza dans chacune des wilayas de Guelma, Annaba et d'El Tarf contre 1.500 hectares pour Souk Ahras et 1000 hectares pour Skikda. Le directeur de l'ITGC a invité les fermes pilotes "en tant qu'instruments de l'Etat" à s'impliquer plus efficacement dans ce programme et des divers programmes publics des cultures stratégiques en vue de parvenir à l'autosuffisance, assurer la sécurité alimentaire nationale et réduire la facture des importations.

Selon la même source, l'expérience de la saison dernière qui constitue "une sorte de prise de contact avec la filière" a été couronnée de "grands résultats" qui ont encouragé les adhérents à ce programme à continuer à relever le défi.

Ainsi, 3.500 hectares (contre 3.000 hectares initialement prévus) ont été consacrés au colza dans 29 wilayas permettant la production de 14.000 quintaux destinés à la transformation.

Cette rencontre régionale a regroupé des agriculteurs, des producteurs de semences et des représentants des directions des services agricoles des wilayas de Guelma, Annaba, Skikda, El Tarf et de Souk Ahras et a été consacrée aux préoccupations relatives à la maîtrise des pratiques techniques de cette culture nouvelle et ses perspectives de développement en Algérie.

PÊCHE ET PRODUCTIONS HALIEUTIQUES Des chantiers pour augmenter les capacités du secteur

Le ministre de la Pêche et des productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, a mis en avant mercredi à Alger, lors d'une rencontre de coordination avec les représentants des professionnels, la nécessité d'augmenter les capacités de production dans le secteur, annonçant l'ouverture de chantiers à cet effet en coordination avec les autres départements ministériels, a indiqué un communiqué du ministère.

Lors de la rencontre tenue par visioconférence, M. Salaouatchi a appelé à poursuivre les efforts visant à augmenter les capacités du secteur afin qu'il puisse occuper la place économique qui lui sied et contribuer à la sécurité alimentaire", a précisé le communiqué.

Le ministre a invité les représentants des professionnels à contribuer à la réalisation des objectifs du secteur de la pêche, annonçant à cette occasion l'ouverture de plusieurs chantiers, en coordination avec les autres départements ministériels, pour la modernisation des capacités du secteur, le développement des capacités de transfor-

TRANSPORTS Nécessité de revoir la gestion des lignes de longue distance pour réduire les accidents de la route (ministre)

Le ministre des Transports, Aissa Bekkai a mis l'accent sur la nécessité de revoir la gestion des lignes de longue distance du transport routier, étant l'une des principales causes de la hausse du nombre des accidents de la route, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Le ministre a présidé dimanche une réunion en présence de cadres du ministère, de syndicats du secteur du transport routier, à savoir l'Union nationale des chauffeurs de taxis (UNCT), l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) et l'Union nationale des transporteurs algériens (UNA), a précisé la même source.

Dans ce cadre, M. Bekkai a souligné la nécessité de "revoir la gestion des lignes de longue distance, en mettant en place des points de liaison inter-wilayas, insistant sur le rôle joué par les syndicats à travers les campagnes de sensibilisation contre ce fléau dangereux.

Le ministre a appelé les acteurs du secteur à contribuer à l'enrichissement de la stratégie du secteur à travers des propositions efficaces et à participer au large débat que le ministère compte ou-



vrir avec les professionnels sur la création du Conseil national de transport routier qui devrait résoudre plusieurs problèmes dont souffre le secteur.

Dans ce contexte, le ministre a exhorté les acteurs du secteur à faire preuve de clairvoyance et de responsabilité, affirmant la nécessaire coordination avec les directeurs des trans-

ports des wilayas représentant le ministère au niveau local, avec l'ouverture des canaux de dialogue et de débat pour la relance du secteur qui se veut "un vecteur du développement socio-économique du pays".

Lors de la rencontre le ministre a écouté les différentes interventions et exposés présentés par les différents syndicats, dont les

représentants ont soulevé une série de préoccupations et de problèmes rencontrés, a-t-il ajouté.

Parmi les préoccupations soulevées, "la dégradation et la vétusté du parc automobile national de taxis, d'autobus et de camions, et l'incapacité de le renouveler en raison de l'indisponibilité des véhicules sur le marché".

Le problème d'exploitation de 50% seulement des capacités des transporteurs dans le cadre du respect du protocole sanitaire de lutte contre la pandémie, a également été posé, vu "les pertes colossales essuyées par les transporteurs, en raison de la hausse des différents frais liés à leur activité et l'existence d'activités parallèles, les transporteurs privés représentant la part du lion dans le marché national du transport", conclut le document.

ENERGIE Les projets du Programme national des énergies renouvelables au centre d'une réunion

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Benattou Ziane ont présidé, lundi, une réunion sur les projets du Programme national des énergies renouvelables, a indiqué un communiqué du ministère. La réunion s'est déroulée en présence du président directeur général (Pdg) du Groupe Sonatrach, du

Pdg du Groupe Sonelgaz, du président de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) et des cadres des deux ministères, au cours de laquelle les discussions ont porté sur les projets du Programme national des énergies renouvelables et de la transition énergétique, précise la même source.

Plusieurs dossiers relatifs au Programme national des énergies

renouvelables ont été évoqués, notamment ce qui a trait aux projets des énergies renouvelables des Groupes Sonatrach et Sonelgaz, ainsi que les voies et moyens de coordonner les efforts et les capacités pour réaliser le projet de production de 1000 mégawatts dans le contexte des nouvelles directives prises par les pouvoirs publics pour activer ce programme.

DETTES DES MICRO-ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ 208 dossiers supplémentaires validés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) a validé, mardi, 208 dossiers de dettes des entreprises en difficulté, dans le cadre du soutien et du développement de l'entrepreneuriat et de la prise en charge des micro-entreprises en difficulté, à travers le remboursement de leurs dettes par le Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits des jeunes

prometteurs. "Dans le cadre du soutien et du développement de l'entrepreneuriat et de la prise en charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, le siège de l'Agence a abrité la 18e séance de travail consacrée à l'examen de 529 dossiers d'entreprises en difficulté (sur un total de 909 entreprises) présentés par les représen-

tants des banques de la wilaya de Tipasa, débouchant sur la validation de 208 dossiers pour le remboursement de plus de 26 milliards de centimes", ajoute le communiqué.

320 dossiers ont été reportés, les entreprises concernées étant toujours en activité, pour un second examen et l'accès à un accompagnement de l'ANADE, à travers le rééchelonnement de leurs dettes et l'octroi de plans de

charge pour la relance de leurs activités à la faveur des conventions signées, a-t-on précisé. Un seul dossier a été renvoyé aux banques, car ne remplissant pas les critères, selon la même source.

Une séance hebdomadaire consacrée à l'examen de pas moins de 500 dossiers est programmée par l'ANADE qui regroupe des représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits des jeunes prometteurs.



tion et la création d'un tissu industriel de startup et de micro-entreprises. La rencontre a également permis de passer en revue les mesures d'urgence et les propositions visant à contribuer à l'organisation de l'activité de pêche, à

la diversification et à l'augmentation de la production et à la réduction de la facture des importations. Entre autres objectifs tracés, le communiqué a évoqué la concrétisation de la pêche en haute mer, la modernisation et le développement de la construction navale, la valorisation des capacités de production aquacole et la mise à contribution de la recherche scientifique pour le développement du secteur. Cette première rencontre du genre avec les professionnels du secteur, au début de laquelle une minute de silence a été observée à la mémoire des victimes des feux de forêt, a aussi été l'occasion d'exposer les différentes préoccupations soulevées par la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture.

Il s'agit notamment de l'amélioration des conditions socio-professionnelles des pêcheurs, de la régulation du marché en termes de matériel de pêche et de commercialisation des produits halieutiques et de l'organisation de l'activité de pêche.

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 71 dollars le baril

Les prix du pétrole marquaient une pause mercredi après deux séances de forte hausse, les investisseurs attendant pour se positionner les données hebdomadaires sur les stocks de brut aux Etats-Unis publiées plus tard dans la journée par l'EIA.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 70,84 dollars à Londres, en baisse de 0,30% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois perdait 0,43% à 67,25 dollars. Les deux contrats de référence de part et d'autre de l'Atlantique ont effacé en deux séances lundi et mardi les pertes des sept précédentes.

"Le remarquable retournement de situation par rapport à la frénésie de vente de la semaine dernière a été sti-

mulé par une série de catalyseurs favorables", résume Stephen Brennock, analyste de PVM. Au rang de celles-ci l'autorisation complète lundi aux Etats-Unis du vaccin Pfizer/BioNTech contre le Covid-19, espoir pour la vigueur de la demande du premier consommateur de brut. Côté offre, c'est du Mexique qu'est parti un soutien des prix avec l'incendie dimanche d'une plateforme pétrolière en mer. Bi en que maîtrisé une heure après son déclenchement, il a contraint le groupe public Pemex à sus-

pendre l'activité de forage de 125 puits de la zone, réduisant, d'un coup, la production du groupe mexicain de plus de 400.000 barils par jour, selon une note de l'agence de notation Fitch Ratings.

"Il faudra probablement attendre lundi prochain pour que la production reprenne", estime Carsten Fritsch, de Commerzbank.

Le marché attend par ailleurs mercredi les données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA)

plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), aux estimations jugées moins fiables, a indiqué que ceux-ci avaient baissé de 1,6 million de barils dans le pays la semaine passée.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les données publiées par l'EIA sont également attendues en baisse dans des proportions comparables, de 2 millions de barils.

OLÉAGINEUX

Le colza proche de l'équilibre, soutenu par le soja et l'huile de palme

Les prix du colza étaient tout proches de l'équilibre mercredi à la mi-journée, semblant reprendre leur souffle après de fortes hausses, et toujours soutenus par le soja américain et l'huile de palme malaisienne.

Le colza a très fortement progressé ces derniers jours, soutenu notamment par le rebond des cours du canola (colza OGM canadien), "avec une situation climatique qui aura été des plus adverses au Canada ces der-

niers mois, pénalisant la production chez le premier pays exportateur de cette graine dans le monde", a souligné le cabinet Agritel.

Autre oléagineux qui repart à la hausse, le soja américain est soutenu par des annonces de temps sec pour les jours à venir, à une période cruciale pour la croissance de cette culture.

L'huile de palme progresse également à la Bourse de Kuala Lumpur, pour des raisons techniques. Elle teste

"des résistances autour des 4.375 ringgits la tonne", a souligné Agritel dans sa note publiée mercredi.

Cet après midi, sur Euronext, la tonne de colza était inchangée sur l'échéance de novembre à 574,75 euros, et en recul de 25 centimes sur l'échéance de février à 564,75 euros, pour un peu plus de 2.000 lots échangés. Sur le marché physique, tourteaux et huiles de soja repartaient légèrement à la hausse.

BOURSE DE NEW-YORK

Nouveaux records à Wall Street pour le S&P 500 et le Nasdaq

La Bourse de New York a conservé partiellement son élan mardi, plus optimiste sur l'évolution du variant Delta, ce qui a mené le Nasdaq et l'indice élargi S&P 500 vers de nouveaux records.

Selon des résultats définitifs à la clôture, le Dow Jones est resté stable, grappillant 0,09% à 35.366,26 points.

Le Nasdaq, à forte concentration technologique, a gagné 0,52% à 15.019,80 points à un nouveau record après celui de la veille. Le S&P 500, en hausse de 0,15%, s'est inscrit aussi à un nouveau sommet à 4.486,23 points. Les taureaux sont de retour et ont défilé les ours qui avaient gagné la semaine dernière", a résumé Adam Sarhan de 50 Park Investment, utilisant le langage boursier qui assimile le bovidé (bull) à la tendance haussière du marché à l'inverse des ours (bear), synonyme d'un marché en baisse. Selon lui, les bons résultats de sociétés mais aussi le fait qu'il se peut qu'on ait dépassé le pic de la propagation du variant Delta ont encouragé les

investisseurs. "De nombreux titres sont en hausse car ils espèrent que le pire est passé", soulignait l'analyste. "Les inquiétudes concernant le variant Delta semblent s'atténuer, car le nombre de cas suggère que la propagation pourrait ralentir", notaient aussi les analystes de Schwab.

Ainsi les actions "de réouverture", comme on les appelle depuis que la pandémie a forcé fermetures et ralentissement d'activité, grimpaient fortement.

C'était le cas d'Airbnb (+9,97% à 161,42 dollars), des croisiéristes comme Carnival (+4,42% à 23,84 dollars) ou Royal Caribbean Group (+3,15% à 82,78 dollars) ou des compagnies aériennes toutes en hausse de plus 3%.

"Il y a eu aussi beaucoup d'achats dans l'attente de la conférence organisée par la Fed à Jackson Hole (Wyoming)" vendredi, relevait encore M. Sarhan.

"Le marché s'attend à ce que la Fed continue de faire circuler l'argent facile", a-t-il estimé. Les investisseurs gues-

tent la prise de parole de Jerome Powell, le patron de la Banque centrale américaine (Fed) lors de cette conférence annuelle. Ses commentaires sur l'économie pourraient donner des indices sur les plans de la Fed pour réduire son soutien monétaire en diminuant ses achats d'actifs. Mais après avoir craint un resserrement monétaire avant la fin de l'année, comme semblait l'indiquer le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed publié la semaine dernière, plus nombreux sont les investisseurs qui pensent maintenant que la Fed va rester encore accommodante quelque temps, se méfiant de l'impact du variant Delta sur la reprise.

"Le marché croit que la Fed ne va pas mentionner la réduction des achats d'actifs cette semaine", assurait Adam Sarhan.

Dans le même temps sur le marché obligataire, les rendements sur les bons du Trésor à 10 ans grimpaient à 1,29% contre 1,25% la veille.

Du côté des actions, le sec-

teur de l'énergie (+1,61%) a tiré la hausse, alors que les cours du pétrole poursuivaient leur remontée.

Sur le Nasdaq, la firme de cybersécurité Palo Alto Networks a bondi de 18,60% à 441,87 dollars après avoir annoncé de bons résultats et promis une bonne année.

Dans le secteur de la distribution, Best Buy a affiché une hausse de 8,32% à 121,49 dollars. La chaîne de produits électroniques et d'électroménager a annoncé des résultats meilleurs que prévu et relevé ses prévisions pour le reste de l'année, un signe que les consommateurs américains sont de retour.

Les titres de groupes technologiques chinois, qui ont souffert ces dernières semaines du serrage de vis réglementaire de la part de Pékin, ont repris de la vigueur à la faveur des investisseurs cherchant de bonnes affaires.

Alibaba a terminé en hausse de 6,61% à 171,70 dollars et le géant numérique Tencent a gagné 9,49% à 62,56 dollars.

MARCHÉS DES CHANGES

L'euro se stabilise face au dollar, le marché hésite avant Jackson Hole

L'euro se stabilisait mardi face au dollar, oscillant autour de l'équilibre, après deux séances de hausse, le marché hésitant à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

dollar, alors que les actions et que les cours du pétrole s'envolent", soulignait Joe Manimbo de Western Union.

Le président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, s'exprimera vendredi à l'occasion de ce symposium de Jackson Hole. Alors que le compte-rendu (les minutes) de la dernière réunion de la Fed ont indiqué que certains membres de l'institution se préparaient à limiter le programme de rachats d'actifs, son intervention est

particulièrement attendue. "Le ralentissement de la reprise économique pourrait empêcher la Fed de se montrer trop agressive", a prévenu Neil Wilson, analyste chez Markets.com, relayant une opinion qui était désormais partagée par plusieurs analystes. En effet, "la propagation du variant Delta pourrait retarder la normalisation des politiques monétaires", estime Antje Praefcke, analyste chez Commerzbank.

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

Le marché hésite à l'approche de la réunion des banquiers centraux à Jackson Hole, qui sera peut-être l'occasion d'en savoir plus sur la politique monétaire américaine.

Vers 18h30 GMT, l'euro grappillait à +0,05% à 1,1751 dollar pour un euro.

"L'environnement actuel porté sur l'appétit pour le risque pesait sur le

MOSTAGANEM

Incendies : 56 hectares détruits depuis juin dernier

La conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem a enregistré, depuis le 1er juin écoulé, 34 incendies ayant causé la destruction de plus de 56 hectares, a-t-on appris, mardi, du responsable de cette instance, Amar Bensouiah.

Le conservateur des forêts a indiqué à l'APS que ces incendies, qui ont touché 14 communes, dont le plus important a eu lieu dans la commune de Safsaf, en juillet dernier, ont occasionné des pertes de 35 hectares de forêts et 21 ha de buissons, ainsi que quelques petites superficies de broussailles.

Le plus grand nombre des incendies a été enregistré à Sidi Ali (6 incendies), Mazagran (5 incendies) et Kheireddine (4 incendies), au moment où la commune de Safsaf a enregistré, à elle seule, la destruction de 50 ha, suivie de la commune de Sayada avec plus de 3 ha, a-t-il déclaré.

Même si le nombre des incendies enregistrés, cette année, est inférieur de moitié, par rapport à ceux enregistrés l'année dernière, les pertes subies par le tissu forestier avoisinent la même superficie détruite, qui a atteint 57 ha, en 2020.

Pour rappel, au titre de la campagne actuelle de lutte contre les incendies de forêts, qui s'étend jusqu'au 31 octobre prochain, une colonne mobile d'intervention rapide comprenant 13 engins a été mise en place, en coordination avec la protection civile, ainsi que le matériel des communes. La même source a fait savoir que la conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem a intensifié, dernièrement, les opérations de contrôle au niveau des espaces forestier, notamment à travers les 12 tours installées à cet effet, et a multiplié les rondes en coordination avec les services de la gendarmerie nationale et de la sûreté nationale.

En parallèle, la conservation des forêts a tracé un programme de sensibilisation, avec l'aide de la société civile et les associations actives dans le domaine de l'environnement, pour élever le niveau de conscience et de vigilance chez les citoyens, notamment ceux vivant à proximité des forêts, qui ont fait montre d'une grande sensibilité lors des derniers incendies.

La superficie des forêts dans la wilaya de Mostaganem est de 32.227 hectares, soit 14% de la superficie globale de la wilaya, et comprend en majorité des arbres épicéas comme les conifères (pins d'Alep et marin), ainsi que les genévriers, a-t-on conclu.

DJELFA

Neutralisation d'un réseau spécialisé dans le vol de câbles en cuivre

Un réseau spécialisé dans le vol de câbles en cuivre a été mis hors d'état de nuire par les éléments de la police judiciaire relevant de la 5ème sûreté de daïra de Djelfa, a-t-on appris, mardi, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon le chargé de communication auprès de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Saad Fites, cette opération, qui a permis l'arrestation de trois suspects, âgés entre 30 et 42 ans, dont un repris de justice, a été réalisée suite à des informations portant sur la présence d'un réseau criminel qui volait des câbles en cuivre au niveau de la ville de Djelfa.

L'exploitation de ces renseignements et l'activation d'un plan de surveillance et de contrôle a permis l'interpellation de l'un des membres du réseau en flagrant délit de vol de ce type de câbles, avant l'arrestation de ses deux complices et la récupération de 5,5 qx de câbles volés.

Le même responsable a signalé que cette quantité de câbles a été saisie au niveau d'un hangar de la ville de Djelfa, suite à une opération de surveillance de l'activité des suspects.

Après achèvement des procédures d'enquête, les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Djelfa qui a transféré le dossier de l'affaire devant le juge d'instruction.

Ce dernier a ordonné la mise sous mandat de dépôt du suspect principal, tandis que ses deux complices ont été libérés.

EAU POTABLE

La wilaya de Blida officiellement intégrée dans le système hydrique de la capitale

Le wali de Blida, Kamel Nouicer, a annoncé mardi l'intégration officielle de la wilaya dans le système hydrique de la capitale, ce qui permettra d'améliorer l'alimentation en eau potable l'année prochaine.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la mise en service de quatre (4) nouveaux forages à travers des communes du Grand Blida, M. Nouicer a fait état de l'intégration officielle de la wilaya de Blida dans le système hydrique de la capitale à travers la consécration de plus de 100.000 mètres cubes du projet de station de dessalement de Douaouda.

Ce projet "important" assurera l'autonomie hydrique de la wilaya en éliminant les points noirs, a-t-il dit.

La wilaya a également bénéficié de deux (2) autres projets, après leur dégel par le Premier ministre.

Il s'agit du projet de captation des eaux de Chebli et du projet d'approvisionnement en eau potable du pôle urbain de Sidi Serhane à Bouinane, selon le responsable.

Le premier projet, doté d'une enveloppe de 1,2 milliard de dinars, prévoit la réalisation de 22 nouveaux forages, de trois (3) stations de pompage et de 22 Km de canalisations pour la captation et la distribution des eaux.

Le premier responsable exécutif de la wilaya a souligné le bon déroulement des procédures administratives de ce projet, ajoutant qu'il devrait être parachevé dans une durée de six mois (premier trimestre de l'année prochaine), un projet, dit-il, qui permettra d'alimenter la nouvelle ville de Bouinane, ainsi que celles de Boufarik et Larbaa en eau potable.

Quant au deuxième projet relatif à



l'approvisionnement du pôle urbain de Sidi Serhane en eau potable, il englobe, selon les explications fournies par le wali, la réalisation des forages d'eau à Lazrag (Hammam Melouane), de stations de pompage et de conduites d'eau, en les renforçant par des réservoirs d'eau dans la partie haute de Sidi Serhane.

Ce projet, pour lequel une enveloppe financière de 400 millions de DA a été allouée, permettra à ce pôle urbain d'être autonome en termes d'approvisionnement en eau potable.

A noter que ces nouveaux forages d'eau, mis en service à travers les communes de Blida, Beni Tamou et Beni Merad, d'une capacité de production

de 3.500 m³/jour, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des engagements des autorités de wilaya en ce qui concerne la finalisation du programme d'urgence inscrit pour cet été, lié à la réalisation de 23 forages d'eau d'ici la fin du mois en cours.

Une enveloppe financière de 2,5 milliards DA a été allouée pour la mise en œuvre de ce programme de rattrapage d'urgence, inscrit dans le sillage de la baisse significative de la quantité d'eau fournie à partir de la station de pompage du complexe hydraulique de Sahel 3 (Alger), réalisé dans un court laps de temps ne dépassant pas deux mois, selon les explications fournies sur place.

NÂAMA

Campagne de nettoyages des oueds pour la protection des villes contre les inondations

Une campagne de curage et de nettoyage des oueds pour la protection des villes de la wilaya de Nâama contre les inondations, durant les périodes d'automne et d'hiver, a été lancée, mardi à partir de la commune d'Aïn Sefra, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Des groupes de nettoyage, renforcés par des moyens d'intervention, ont été mobilisés pour cette campagne, des camions et des engins pour le nettoyage de plus de 15.000 mètres linéaires de remblai des bords des cours d'eau et d'oueds, ainsi que le curage des canalisations des réseaux pluviaux et près de 1.000 avaloirs au niveau des tissus urbains des 12 com-

munes de la wilaya, selon la même source.

Un plan de wilaya d'intervention a été concocté pour éliminer tous les points noirs pouvant être à l'origine d'inondations au niveau des villes de la wilaya, et la mise en place d'un plan préalable garantissant la disponibilité de tous les moyens matériels et humains à une intervention immédiate en cas d'urgence, la prise de mesures coercitives contre les contrevenants pouvant causer l'accumulation des résidus des constructions et l'interdiction de toute construction au niveau des rives des oueds.

Les services de la wilaya ont installé des cellules de veille et de suivi des bulle-

tins météo spéciaux des différents secteurs et services au niveau de l'ensemble des communes, afin d'éviter tout danger provenant des perturbations climatiques, a-t-on précisé, ajoutant que des systèmes de pré-alarme ont été installés au niveau de la wilaya, notamment dans les régions menacées d'inondations.

Il est à noter que le plus grand volume de déchets enlevés, dans le cadre de cette campagne, se trouve au niveau des oueds de la commune d'Aïn Sefra, à travers Oued Mouilah, Brij et les zones de Sidi Boudjemaa et Hai 17 octobre, les zones les plus menacées d'inondations en raison du jet anarchique des déchets et des résidus des constructions,

qui bloquent les cours des oueds.

De son côté, l'antenne de wilaya de l'office national d'assainissement a mobilisé plusieurs équipes d'intervention au niveau des cités et des rues des villes de Mecheria, Nâama, Aïn Sefra, El-Bayoud et Makmen Ben Amar pour le curage des avaloirs et des canalisations d'assainissement des eaux usées.

Il est à rappeler que les cours d'eau de plusieurs oueds, qui représentaient un danger pour les habitants, notamment dans la daïra d'Aïn Sefra, ont été aménagés, ces dernières années, dans le cadre des programmes sectoriels et des plans de développement communaux.

LUTTE CONTRE LES STUPÉFIANTS

Deux personnes interpellées à Tamanrasset

Deux (2) personnes (31 et 36 ans) ont été interpellées par les services de la police judiciaire (PJ) relevant de la sûreté de wilaya de Tamanrasset, pour leur implication dans une affaire de possession et commercialisation de drogue, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été exécutée suite aux informations faisant état de la possession d'une personne une quantité de drogue au niveau du quartier "Metnatlat" (chef-lieu de wilaya), selon la même source.

Les recherches et les investigations ont permis l'identification du premier



suspect, qui a été arrêté en possession de 152,07 grammes de drogue (Bango) dissimulée dans un sac en plastique

destinée pour la vente, a-t-on précisé.

Une perquisition du domicile de cet individu a permis aussi la saisie d'armes blanches (3 cutters) utilisés pour couper la drogue, a-t-on détaillé.

L'enquête, a permis aussi l'identification et l'arrestation d'un deuxième suspect dans l'affaire, dont une quantité de 1,30 gramme de drogue a été saisie, a-t-on ajouté.

Les deux prévenus ont été déférés devant les autorités judiciaires compétentes, et une peine de cinq (5) ans de prison ferme et une amende de 100 000 DA a été prononcée à leur rencontre, a fait savoir la même source policière.

VENEZUELA

Des pluies diluviennes font au moins 15 morts

Au moins quinze personnes sont mortes à la suite de pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'ouest du Venezuela, ont annoncé mardi les autorités locales.

Plus de 35.000 personnes "ont été directement affectées par ces pluies" tombées sur onze Etats du pays et plus de 8.000 logements ont été "détruits", a indiqué le président vénézuélien Nicolas Maduro lors d'une allocution diffusée sur la chaîne publique de télévision.

Selon le ministre de l'Intérieur Remigio Ceballos, la saison des pluies orageuses bat son plein au Venezuela avec un peu d'avance et il devrait continuer de pleuvoir "pendant les dix prochains jours".

La rivière "Mocoties a débordé de son lit et est entrée dans les principales rues de la ville de Tovar", a déclaré Ramon Guevara, gouverneur de l'Etat



de Merida (ouest), précisant que toute la zone était privée d'électricité et de téléphone tandis

que les accès sont bloqués par les eaux. "La situation est dramatique, triste, désespérante.

Tout perdre n'est pas facile, mais c'est pire de perdre des proches.

C'est la tragédie de 2005 qui se répète", a commenté Jesus Quintero, journaliste à Merida.

Cette année-là, 41 personnes sont mortes et 52 personnes ont été portées disparues lorsque des pluies torrentielles sont tombées sur Merida.

Les précipitations touchent également d'autres régions du Venezuela, dont la capitale Caracas.

L'Institut national de météorologie et d'hydrologie (Inameh) a émis une alerte météo prévoyant une augmentation du débit des rivières dans au moins six Etats.

COLOMBIE

12 morts après une explosion dans une mine illégale

Douze personnes sont mortes et une blessée après une explosion accidentelle dans une mine illégale de charbon en Colombie, a indiqué l'Agence nationale des mines.

L'explosion a été provoquée par un mélange de gaz méthane et de poussière

de charbon, selon l'Agence, précisant que cette mine n'avait pas l'autorisation pour extraire du charbon.

Selon cette agence d'Etat, quelque 60% des victimes mortelles des accidents miniers ont eu lieu cette année dans des mines illégales. La Colombie a enregistré

l'an dernier 171 morts suite à des accidents miniers contre 82 l'année précédente. En 2020, le pays a produit 48,4 millions de tonnes de charbon contre 82,4 millions en 2019.

La Colombie est le cinquième producteur mondial, selon l'Agence.

BRÉSIL

Un incendie dévaste un parc naturel près de Sao Paulo

Un incendie a dévasté plus de la moitié d'un parc naturel de quelque 2.000 hectares, situé non loin de la grande métropole brésilienne Sao Paulo, ont indiqué mardi les pompiers. Selon le gouvernement de l'Etat de Sao Paulo, c'est une montgolfière qui a

déclenché cette incendie dans le parc Juquery, une réserve naturelle distante d'environ 50 km de Sao Paulo. L'incendie a détruit quelque 1.200 hectares avant que le feu ne soit contrôlé par une centaine de pompiers, a précisé leur porte-parole à Sao Paulo, le com-

mandant Marcos Das Neves Palumbo. Peu de dommages sont toutefois à déplorer en ce qui concerne la faune de ce parc, composée surtout d'oiseaux et de petits mammifères, selon cette source. Sao Paulo, à l'instar d'autres Etats brésiliens du sud et du sud-est du

pays, traverse une période d'intense sécheresse. La ville de Sao Paulo, qui connaît normalement à cette époque de l'année des températures hivernales, a enregistré un pic de chaleur de 31 degrés, un record qui pourrait être dépassé cette semaine.

FRANCE

La saison touristique "sauvée", malgré le contexte de la pandémie

Le secrétaire d'Etat français au Tourisme Jean-Baptiste Lemoine a affirmé, mercredi, que la saison touristique de son pays a été sauvée, malgré le contexte de la pandémie du coronavirus.

"Je crois qu'on a sauvé l'été dans un contexte qui n'était pas évident", celui d'une recrudescence de l'épidémie de Covid-19 en raison du variant Delta, "très contagieux", a assuré mercredi M. Lemoine, exprimant sur le plateau de la chaîne d'information LCI.

"On a réussi à poursuivre la saison estivale grâce aux mesures de freinage qui ont été prises très tôt, grâce aussi au pass sanitaire", s'est-il félicité.

Parmi les Français partis en vacances, 85% sont restés sur le territoire contre 75% en 2019, a-t-il rappelé. Le secrétaire d'Etat au Tourisme a insisté sur les "très belles

performances" des campings et gîtes. "Les Gîtes de France sont à +10% par rapport à 2019, qui elle-même était une année record au mois de juillet". Le littoral et la montagne restent des "valeurs sûres".

"On a été sur du +24% dans les Pyrénées, par exemple.

C'est vous dire que la montagne a repris des couleurs après un hiver qui a été très comp liqué puisque les remontées mécaniques étaient fermées", a fait remarquer M. Lemoine. Le secrétaire d'Etat mise sur une arrière-saison qu'il espère positive "avec une relance petit à petit de l'événementiel, très important pour Paris par exemple", mais aussi la reprise des voyages pour les groupes de seniors, empêchés l'automne dernier. De son côté, Olivier Cohn, directeur général de Best Western Hotels & Resorts France, notait également

un été "plutôt bon" mercredi au micro de BFM Business: "il est meilleur que l'année dernière, pas encore tout à fait au niveau de 2019, on est à -15% en juillet et -2 ou -3% sur août par rapport à 2019". "La campagne ou la mer ont extrêmement bien fonctionné", a remarqué M. Cohn, à l'inverse du tourisme culturel de centre ville, plutôt prisé dans les capitales par les touristes étrangers. Le dirigeant a également observé que la part de touristes étrangers dans sa chaîne d'hôtels, d'ordinaire de 40%, est tombée à 10% cette année. "Il y a eu un effet de compensation", assure-t-il. "90% de notre clientèle (...) est française cet été", a-t-il explique.

"Les Français sont restés en France et le peu d'étrangers présents étaient des touristes proches, allemands, belges ou néerlandais".

Les industriels devront publier la liste des produits contenant des perturbateurs endocriniens

Les fabricants français de produits contenant des substances classées comme perturbateurs endocriniens devront à partir de l'an prochain, "mettre à disposition du public" des informations sur la présence de ces substances, selon un décret publié mercredi au Journal officiel.

Cette information des consommateurs se fera à travers la mise en ligne et en "open data" (des données en accès public et exploitables sur internet) de "la liste de ces produits et des subs-

tances que chacun d'entre eux contient". Le choix d'un "format ouvert" permettra "à des plateformes collaboratives d'exploiter ces informations et ainsi de mieux informer le consommateur", explique le texte officiel.

Cette obligation, prévue par la loi antipollution du 10 février 2020, entrera en vigueur le 1er janvier 2022. Les médicaments sont exclus du périmètre de la mesure, mais elle s'applique notamment aux jouets, aux pesticides à usage agricole, humain ou vétérinaire, aux dispositifs

médicaux et aux cosmétiques. Les substances concernées sont toutes celles "dont l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) qualifie les propriétés de perturbation endocrinienne d'avérées, présumées ou suspectées".

Les perturbateurs endocriniens sont des molécules capables d'interférer avec notre système hormonal, pouvant entraîner des effets néfastes sur la reproduction ou le développement des enfants. Pour ces rail-

sons, la grossesse, la petite enfance et l'adolescence représentent des "fenêtres d'exposition" particulièrement sensibles, explique l'Anses.

L'agence sanitaire a notamment identifié le bisphénol A, le bisphénol B et le TNPP (une substance utilisée comme anti-oxydant et stabilisant dans les matières plastiques et caoutchoucs) comme "perturbateur endocrinien pour l'Homme" et doit évaluer des dizaines d'autres substances dans les années qui viennent.

JAPON

L'eau contaminée de la centrale Fukushima sera rejetée dans l'océan

L'opérateur de la centrale accidentée de Fukushima Daiichi (nord-est du Japon) a annoncé mercredi vouloir rejeter dans l'océan plus d'un million de tonnes d'eau qui y sont actuellement stockées via un tunnel sous-marin.

Le gouvernement japonais avait décidé en avril de reverser à la mer à partir de 2023 cette eau issue de pluies, des nappes souterraines ou des injections nécessaires pour refroidir les cœurs des réacteurs nucléaires entrés en fusion après le gigantesque tsunami du 11 mars 2011.

Le Japon avait ainsi mis fin à sept années de débats sur la manière de se débarrasser de ces quelque 1,27 million de tonnes d'eau contaminée, stockée dans plus d'un millier de citernes sur le site de la centrale, en promettant qu'elle serait auparavant traitée, et que des mesures seraient prises pour empêcher que cela n'entache la réputation de la région.

L'eau destinée à être relâchée dans cette opération a été filtrée à plusieurs reprises pour être débarrassée de la plupart de ses substances radioactives (radionucléides), mais pas du tritium, lequel ne peut pas être éliminé avec les techniques actuelles.

Cette solution est très contestée par les pêcheurs et agriculteurs de Fukushima, qui redoutent que cela n'affecte encore davantage l'image de leurs produits auprès des consommateurs. L'eau sera acheminée au moyen d'un conduit sous-marin de 2,5 m de diamètre avançant d'environ un kilomètre dans l'océan, a annoncé mercredi Tepco, l'opérateur de la centrale, précisant que la construction de celui-ci devrait commencer d'ici mars prochain.

Le recours à un tel dispositif devrait éviter que l'eau ne revienne vers la côte, a estimé Akira Ono, directeur de la filiale de Tepco chargée du démantèlement de la centrale, qui a en outre annoncé vouloir "expliquer en détails les mesures de sécurité" et celles prises "pour éviter les atteintes à la réputation" de la pêche et des autres activités de la région.

Dans un communiqué, Tepco s'est déclaré prêt à payer des compensations à ces atteintes engendrées par le rejet de l'eau.

L'opérateur s'est aussi dit ouvert à des inspections de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui en avril avait salué la décision du gouvernement japonais de rejeter l'eau à la mer. Début 2020, des experts commissionnés par le gouvernement avaient aussi recommandé cette solution, une pratique déjà existante au Japon comme à l'étranger sur des installations nucléaires en activité.

JAPON

Attaque à l'acide dans le métro de Tokyo : deux blessés, un suspect recherché

Deux personnes ont subi des brûlures lors d'une attaque à l'acide sulfurique mardi soir dans une station de métro de Tokyo, et leur agresseur était toujours recherché, ont annoncé mercredi la police et des médias nippons.

Alors qu'il prenait un escalator dans la station, un homme de 22 ans a été brûlé au visage par un liquide lancé par un individu qui ensuite pris la fuite, a déclaré un porte-parole de la police.

Il s'agissait d'acide sulfurique, selon la chaîne de télévision publique japonaise NHK.

Une femme de 34 ans a quant à elle glissé et a été légèrement brûlée aux jambes à cause du liquide. Cette agression dans la station de métro de Shirokane-Takanawa, en plein centre de Tokyo, survient alors que les Jeux paralympiques viennent de s'ouvrir mardi dans la capitale japonaise sous haute sécurité.

Les Jeux doivent durer jusqu'au 5 septembre et se déroulent à huis clos en raison du Covid-19. Début août, alors que se tenaient les Jeux olympiques, une attaque au couteau à bord d'un train de banlieue à Tokyo a fait dix blessés.

L'auteur des faits, un Japonais âgé d'une trentaine d'années, avait été rapidement interpellé.

Les actes de violence de ce type sont cependant rares au Japon, où la législation sur les armes à feu est par ailleurs extrêmement stricte.

MOSTAGANEM Covid-19 : réception de 45 concentrateurs d'oxygène

Les services de la wilaya de Mostaganem ont réceptionné, mardi, 45 concentrateurs d'oxygène médical, don d'un bienfaiteur, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de la wilaya.

Après la réception du don de ce bienfaiteur, qui a gardé l'anonymat, les services de la wilaya ont procédé à la distribution de ces concentrateurs, d'une capacité de 10 litres, aux établissements hospitaliers d'Achâacha, Mesra, Bouguirat, à raison de 10 concentrateurs chacun, ainsi que 5 concentrateurs aux services de la protection civile pour faire face aux cas urgents.

Les 10 concentrateurs restant ont été mis en réserve pour faire face au manque pouvant être enregistré au niveau d'un service ou unité de santé, a fait savoir la même source.

Pour rappel, la wilaya de Mostaganem a acquis, dernièrement, 50 concentrateurs d'oxygène, qui ont été distribués aux trois services Covid de Mostaganem (30 concentrateurs) de Sidi Ali (10 concentrateurs), Aïn Tedles (10 concentrateurs), en plus d'un générateur de cet élément vital mis en service par une association caritative au niveau du service Covid de l'établissement hospitalier "Hocine Hamadou" de Sidi Ali.

La wilaya de Mostaganem prévoit d'acquérir près de 100 concentrateurs d'oxygène pour répondre aux besoins des différentes unités sanitaires et hospitalières, ainsi que deux générateurs d'oxygène au profit des services Covid de l'hôpital "Ernesto Che Guevara" (Mostaganem) et l'hôpital "Ladjel Belatreche" (Aïn Tedles), et ce après avoir dégagé l'enveloppe financière nécessaire du budget de la wilaya.

EL-OUED Acquisition d'un générateur d'oxygène médical pour l'EPH "Ben Omar Djilani"

L'Établissement public hospitalier (EPH) "Ben Omar Djilani" d'El Oued a bénéficié d'un nouveau générateur d'oxygène médical d'une capacité de 60 m3/heure, dans le cadre d'une action de solidarité, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs de l'initiative.

L'acquisition de cet équipement, don d'opérateurs économiques locaux, s'inscrit au titre des efforts visant à pallier le manque d'oxygène médical au niveau de cette structure hospitalière qui reçoit quotidiennement des patients atteints de la Covid-19, dont notamment des cas critiques, a déclaré le membre du conseil national de l'union général des commerçants et artisans Algériens (UGCAA) et organisateur de l'initiative, Driss Lakmiri.

Plusieurs bienfaiteurs, dont des hommes d'affaires, entrepreneurs et commerçants issus de différentes communes de la wilaya d'El-Oued, ont pris part à cette initiative qui traduit la collaboration des acteurs de la société civile avec les pouvoirs publics dans la lutte contre la pandémie, a-t-il dit.

Réalisés d'ici la fin de cette semaine, les travaux de base, le terrassement et le raccordement au réseau électrique notamment, ont été déjà lancés, a fait savoir M.Lakmiri, ajoutant que l'opération d'installation de cet équipement s'effectuera par une équipe technique spécialisée relevant d'un bureau d'études agréé par le ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière.

Lors d'une visite à l'EPH "Ben Omar Djilani" pour s'enquérir de l'opération, le wali d'El-Oued, Abdelkader Rakaa, a indiqué que le secteur de la santé sera consolidé, à la faveur d'une action de solidarité similaire, par deux (2) autres générateurs d'oxygène médical, ce qui permettra, de satisfaire les besoins de la wilaya en cette matière vitale.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 545 nouveaux cas, 401 guérisons et 33 décès

Cinq cent quarante-cinq (545) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 401 guérisons et 33 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 193.171 dont 545 nouveaux cas durant les dernières 24 heures,

celui des décès à 5096, alors que le nombre des patients guéris est passé à 131.143 cas.

Par ailleurs, 36 patients sont en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 13 wilayas n'ont recensé aucun cas durant la même période, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 15 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

OUARGLA Ouverture de 24 espaces de vaccination au profit du personnel de l'éducation

Pas moins de 24 espaces de vaccination contre le coronavirus (Covid-19) sont ouverts dans la wilaya d'Ouargla au profit du personnel de l'éducation, a-t-on appris mercredi auprès des responsables du secteur.

Il s'agit d'espaces aménagés au niveau des unités de dépistage et de suivi (UDS), du service de médecine de travail et des centres de la commission des œuvres sociales des travailleurs de l'éducation, a précisé le directeur de l'éducation Badreddine Benaissa, en marge du lancement de la campagne de vaccination dans la wilaya, en application



des orientations du ministère de tutelle visant à lutter contre la propagation du

virus. Les employés du secteur concernés par la vaccination sont invités à se pré-

senter au niveau de ces espaces pour recevoir leur vaccin, en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2021-2022), a-t-il ajouté.

Cette action permettra au personnel de l'éducation de se faire vacciner, a-t-il souligné, en signalant que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne qui se poursuivra jusqu'au jour de la rentrée.

De leur côté, plusieurs fonctionnaires du secteur ont salué l'initiative, estimant que la vaccination et l'unique moyen pour les protéger et freiner la propagation de la pandémie.

BLIDA Covid-19 : près de 300 concentrateurs d'oxygène au profit des hôpitaux d'un nombre de wilayas

Les hôpitaux de Blida, au même titre qu'un nombre d'hôpitaux d'autres wilayas, ont été renforcés, mardi, par d'importants équipements médicaux, représentés par 300 concentrateurs d'oxygène, au titre d'une opération de solidarité visant une meilleure prise en charge des malades de la Covid-19.

Cette opération, initiée par deux entreprises privées, vise le renforcement des établissements hospitaliers locaux, au même titre que ceux d'un nombre d'autres wilayas, avec des concentrateurs d'oxygène "pour une bonne prise en charge des malades du Covid-19, tout en atténuant les difficultés de +l'armée blanche+ dans le traitement de personnes atteintes par ce virus", a indiqué le wali Kamel Nouisser,

lors de la cérémonie de distribution de ces appareils. Il a fait part de la destination de 160 concentrateurs d'oxygène au profit des hôpitaux de Blida, soit le CHU Franz Fanon, Ibrahim Tirichine (ex-Faubourg), les hôpitaux de Mefthah et Boufarik et l'établissement hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes et de tissus, tandis que le reste des concentrateurs sera offert aux hôpitaux les plus affectés par la 3ème vague de la pandémie, à travers le pays, a expliqué M. Nouisser.

Le chef de l'exécutif de Blida n'a pas manqué de louer cette initiative "qui vient au moment opportun, et qui représente un véritable plus pour les établissements hospitaliers", a-t-il assuré, signalant d'autres initiatives

similaires "actuellement en cours de concrétisation", a-t-il informé.

Il a notamment fait part d'une initiative pour le renforcement des hôpitaux de la wilaya avec 10 générateurs d'oxygène "dont les auteurs, qui ont préféré garder l'anonymat, ont présenté une commande pour les importer de l'étranger, pour les procédures administratives sous un stade avancé", a informé M. Nouisser.

Cette dernière opération est de nature à assurer des générateurs d'oxygène au profit de la totalité des services du CHU Franz Fanon et d'autres hôpitaux de la wilaya, de manière à permettre à leurs staffs médicaux de travailler dans de meilleures conditions, a-t-il ajouté.

CHLEF Covid-19 : plus de 30 pharmaciens souhaitent prendre part à la campagne de vaccination

La direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Chlef a réceptionné plus d'une trentaine de demandes de pharmaciens d'offices pour prendre part à la campagne nationale de vaccination anti-Covid-19, a-t-on appris, mardi, auprès de cette institution.

Les services de santé de la wilaya ont réceptionné 33 demandes émanant de pharmaciens privés désirant participer à la campagne de vaccination des citoyens, a indiqué, à l'APS, le chargé de communication de la DSP, Dr Nouis Zakaria.

Il a signalé l'organisation à leur profit, durant cette semaine, d'une formation par visioconférence, sur la vaccination contre la Covid-19, dont l'encadrement a été assuré par le ministère de la Santé, supervisée par la

Direction générale de la Pharmacie et des Equipements de santé.

Cette formation a permis aux concernés de s'enquérir sur les différentes mesures techniques et opérationnelles qui accompagneront la campagne de vaccination, ainsi que sur les moyens de désinfection des lieux et le traitement des déchets, a-t-on précisé. Ils ont, en outre, pris connaissance de ces mesures urgentes à prendre en cas d'apparition d'effet secondaires chez la personne vaccinée, a ajouté le même responsable.

La même session a, également, abordé les conditions requises au niveau des officines pour prendre part à l'opération de vaccination, notamment concernant les conditions de réfrigération et de stockage du vaccin.

Les pharmaciens d'offices réunissant toutes les conditions techniques et opérationnelles nécessaires entameront, à partir de demain mercredi, l'opération de vaccination des citoyens contre la pandémie du nouveau coronavirus.

La participation des pharmaciens privés à la vaccination des citoyens est de nature à accélérer cette opération. Elle permettra de toucher un plus grand nombre de citoyens, ceci d'autant plus que ces officines sont disséminées à travers la wilaya, a estimé M. Nouis qui s'est félicité, en outre, de la contribution de différents secteurs avec celui de la Santé pour assurer le succès de la campagne nationale de vaccination afin d'atteindre une immunité collective. S'agissant de la cam-

pagne de vaccination des citoyens à Chlef, le même responsable a fait part de plus de 143.000 personnes vaccinées, à ce jour, dont 100.000 ont reçu la 1ère dose du vaccin, et 43.345 ont reçu la 2ème dose.

Concernant la vaccination du personnel du secteur de l'Éducation nationale, en perspective de la prochaine rentrée scolaire, il a été enregistré l'aménagement et l'équipement de 34 unités de dépistage et de suivi (UDS) à travers les établissements éducatifs de la wilaya, avec tous les moyens préventifs et médicaux requis pour la vaccination de plus de 22.000 employés de différents corps et grades contre la Covid-19, selon les informations fournies par la direction de l'éducation de la wilaya.

PANDEMIÉ DE CORONAVIRUS

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 4.451.888 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 4.451.888 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi mercredi à partir de sources officielles.

Plus de 213.100.070 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de mardi, 10.798 nouveaux décès et 576.631 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Vietnam avec 1.122 nouveaux morts, l'Indonésie (1.041) et le Mexique (940).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 630.816 décès pour 38.075.085 cas recensés, selon le comptage de l'uni-



université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 575.742 morts et 20.614.866 cas, l'Inde avec 435.758 morts (32.512.366 cas), le Mexique avec 254.466 morts (3.249.878 cas), et le

Pérou avec 197.944 morts (2.143.691 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 600 décès pour 100.000

habitants, suivi par la Hongrie (311), la Bosnie (297), la République tchèque (284), la Macédoine du Nord (275) et le Brésil (271).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient mercredi à 10h00 GMT 1.425.912 décès pour 42.806.287 cas, l'Europe 1.237.800 décès (62.128.207 cas), l'Asie 761.711 décès (49.045.256 cas), les Etats-Unis et le Canada 657.651 décès (39.549.596 cas), l'Afrique 190.733 décès (7.588.451 cas), le Moyen-Orient 176.426 décès (11.871.438 cas), et l'Océanie 1.655 décès (110.836 cas).

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

VACCINS

La lenteur de la vaccination anti-Covid pourrait coûter 2.300 mds USD, selon une étude

Le lenteur du déploiement de la campagne de vaccination contre le Covid-19 pourrait entraîner une perte de 2.300 milliards de dollars de PIB mondial sur les trois prochaines années, a calculé une étude publiée mercredi.

Selon le centre de recherche The Economist Intelligence Unit (EIU) auteur de l'étude, "les pays qui auront vacciné moins de 60% de leur population à l'horizon mi-2022 enregistreront au total des pertes de PIB de 2.300 milliards de dollars, sur la période 2022-2025", soit une somme qui correspond à peu près au PIB annuel d'un pays comme la France.

Les deux tiers de ces pertes seront subies par des pays émergents, ce qui va ralentir leur rattrapage économique avec les pays plus développés, alimenter la pauvreté et augmenter le risque de troubles sociaux dans ces zones, avertit l'EIU dans sa note.

Ainsi, sur la période 2022-2025, les pays d'Afrique sub-saharienne devraient perdre 2,9% de PIB par rapport aux prévisions à cause de la lenteur de la campagne de vaccination, contre seulement 0,4% de perte de PIB pour les pays d'Europe de l'Est.

En volume, c'est la région Asie-Pacifique qui sera la plus pénalisée par la lente vaccination, avec 1.700 milliards de dollars de pertes de PIB, toujours sur la même période.

L'inégalité dans l'accès aux vaccins va également retarder la reprise économique des pays pauvres, qui mettront bien plus de temps à retrouver leur niveau d'avant crise que les pays riches, prédit l'EIU.

Fin août, environ 60% de la population des pays les plus riches avaient reçu au moins une dose de vaccin anti-Covid, contre seulement 1% des habitants des pays pauvres, selon cette étude. Deux doses sont nécessaires pour une vaccination complète.

Pour Agathe Demarais, directrice des prévisions mondiales de l'EIU et auteure de l'étude, il y a "peu de chance" que l'écart dans l'accès aux vaccins soit "comblé" car "malgré des communiqués de presse flatteurs, les dons des pays riches couvrent seulement une fraction des besoins".

Le dispositif international Covax, destiné à garantir aux pays défavorisés un accès équitable aux vaccins, "a échoué", malgré ses "modestes" attentes, a-t-elle ajouté.

L'étude de l'EIU a été menée sur environ 200 pays, en examinant les prévisions des calendriers de campagne de vaccination et celles sur l'évolution du PIB.

TUNISIE

27 décès supplémentaires et 1.284 nouvelles contaminations

Sur un total de 5.600 tests effectués, 1.284 contaminations par le nouveau coronavirus (COVID-19) et 27 décès supplémentaires liés à cette épidémie ont été enregistrés le 22 août en Tunisie, a annoncé mardi le ministère tunisien de la Santé. Selon les chiffres du ministère, le bilan est porté à 22.714 morts du coronavirus sur un total de 644.072 cas

confirmés d'infection au coronavirus en Tunisie depuis le début de la pandémie en mars 2020.

Par ailleurs, le ministère de la santé signale que le bilan des guérisons est porté à 596.586 guérisons après le rétablissement de 3.695 personnes en date du 22 août en cours. S'agissant des hospitalisations, en date du 23 août 2021, 84

nouvelles admissions ont été enregistrées dans les établissements de santé publics et privés portant le nombre total des malades hospitalisés, atteints de la COVID-19, à 2.807 dont 542 sont dans les services de réanimation et de soins intensifs et 125 sont placés sous respirateurs artificiels, d'après la même source.

ORIGINES DU COVID-19

La Chine demande une enquête sur deux laboratoires américains

Un haut diplomate chinois a estimé mardi que les laboratoires de Fort Detrick et de l'Université de Caroline du Nord aux Etats-Unis devaient faire l'objet d'une "enquête transparente avec un accès complet" dans le

cadre de la recherche des origines du nouveau coronavirus. Chen Xu, représentant permanent de la Chine auprès de l'Office des Nations unies à Genève, a indiqué dans une lettre au directeur général de

l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, que l'hypothèse d'une introduction du virus SRAS-CoV-2 dans la population humaine causée par une fuite de l'Institut de virologie de

Wuhan était "extrêmement improbable".

Il s'agit là de la conclusion définitive figurant dans le rapport de la mission conjointe OMS-Chine sur la recherche des origines du SRAS-CoV-2, a-t-il rappelé.

ETATS UNIS

Le rapport exigé par Biden sur l'origine du Covid-19 n'est pas concluant (médias)

Le rapport demandé par le président américain Joe Biden à ses services de renseignement sur l'origine du Covid-19 ne permet pas de trancher cette question sensible, source de frictions entre Washington et Pékin, ont rapporté mardi soir des médias américains.

Le président des Etats-Unis avait appelé fin mai le renseignement américain, jusqu'ici incapable de statuer sur la thèse d'une origine animale ou celle d'une fuite d'un laboratoire, à "redoubler d'efforts" pour expliquer l'origine du Covid-19 et à fournir un rapport sous 90 jours. M. Biden a reçu mardi ce rapport classé top secret mais le document n'est pas concluant car en dépit de leurs recherches et analyses, les responsables des services de renseignement n'ont pas pu s'accorder sur une explication définitive, selon le Washington Post qui cite deux responsables américains anonymes, proches du dossier.

Cela s'explique en partie par le fait que la Chine "n'a pas fourni assez d'infor-

mations", affirme le Wall Street Journal, s'appuyant lui aussi sur deux hauts responsables américains non identifiés.

D'après les responsables cités par le Washington Post, les services de renseignement vont tenter dans les jours à venir de déclassifier des parties du rapport en vue d'une potentielle diffusion publique. Longtemps balayée d'un revers de main par la plupart des experts, la théorie d'un accident de laboratoire à Wuhan, en Chine, est revenue ces derniers mois dans le débat américain. Et les appels en faveur d'investigations plus approfondies se sont multipliés au sein de la communauté scientifique.

La Chine, qui combat farouchement l'hypothèse du laboratoire, a accusé Washington de diffuser des théories "complotistes".

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 4.439.888 de morts dans le monde depuis fin décembre 2019, selon un bilan établi mardi à partir de sources officielles.

VACCINS

L'efficacité des vaccins Pfizer et Moderna tombe à 66% contre le variant Delta

L'efficacité des vaccins de Pfizer et Moderna contre l'infection au Covid-19 a baissé de 91% à 66% depuis que le variant Delta est devenu dominant aux Etats-Unis, selon des données publiées mardi par les autorités sanitaires américaines.

Ces données proviennent d'une étude menée sur des milliers d'employés de centres de soins et d'hôpitaux dans six Etats, afin d'examiner les performances des vaccins en conditions réelles. Les participants sont testés chaque semaine pour détecter à la fois les infections symptomatiques mais aussi asymptomatiques. La quasi totalité du personnel de santé vacciné a reçu les sérums de Pfizer ou de Moderna. Entre décembre 2020 et avril 2021, l'efficacité des vaccins pour empêcher l'infection était de 91%, selon ces données publiées par les Centres de lutte et de prévention des maladies (CDC), principale agence fédérale de santé publique du pays.

Mais sur les semaines où le variant Delta est devenu dominant, c'est-à-dire où il était responsable de plus de 50% des cas selon le séquençage, l'efficacité est tombée à 66%.

Les auteurs de l'étude préviennent toutefois que cette baisse pourrait n'être pas uniquement causée par le variant Delta, mais aussi par une efficacité s'érodant avec le temps.

"Bien que ces données intermédiaires suggè-

rent une réduction modérée dans l'efficacité des vaccins contre le Covid-19 pour prévenir l'infection, le fait que la réduction des infections reste de deux tiers souligne l'importance et le bénéfice continus de la vaccination", écrivent les auteurs de ces travaux. Les données publiées mardi ne font pas de différence entre l'efficacité du vaccin de Moderna et celle du sérum de Pfizer. Cette baisse d'efficacité face au variant Delta a été pointée par plusieurs études, même si le chiffre précis diffère de l'une à l'autre. C'est l'une des raisons avancées la semaine dernière par les autorités sanitaires pour annoncer une campagne de rappel à partir de mi-septembre, qui concernera tous les adultes américains ayant reçu leur deuxième dose huit mois auparavant. La protection des vaccins contre les cas graves de la maladie, les hospitalisations et les décès reste toutefois élevée, martèlent les autorités. Une autre étude publiée mardi par les CDC, conduite sur des patients à Los Angeles entre début mai et fin juillet, montre que les personnes non vaccinées avaient 29 fois plus de chances d'être hospitalisées que les personnes vaccinées.

Delta est devenu dominant aux Etats-Unis début juillet, et est actuellement responsable de plus de 98% des infections.

ANÉMIE

CE N'EST PAS FORCÉMENT UN MANQUE DE FER

L'anémie est définie par la diminution anormale des globules rouges ; elle est quasi universellement attribuée au manque de fer, alors que ce n'est pas le seul facteur. Certaines anémies reviennent ainsi très régulièrement, dès que la supplémentation en fer s'arrête. Seul moyen d'y mettre fin : rechercher la cause.

L'anémie entraînant une mauvaise oxygénation des tissus, les premiers symptômes sont souvent une fatigue associée à un essoufflement rapide et disproportionné à l'effort. Ces symptômes sont également aggravés en altitude. L'immunité peut être aussi être fragilisée rendant l'organisme plus vulnérable aux infections.

Des maux déclinés en se levant ou en restant longtemps debout peuvent aussi être des signes d'alertes. Enfin, le visage est souvent (mais pas systématiquement) pâle, voire décoloré, les pieds et mains systématiquement froids.

DES ANALYSES POUR VOIR PLUS CLAIR

En cas de doute, la prise de sang permet de révéler l'anémie quand le taux d'hémoglobine est inférieur à 120 g/l chez la femme, 130 g/l chez l'homme. Attention chez la femme enceinte, les normes sont différentes : on ne peut parler d'anémie qu'au-dessous de 105 g/l.

En cas d'anémie, il peut être intéressant de faire doser le volume globulaire moyen (VGM) : s'il est diminué, il s'agit probablement d'une carence en fer, mais s'il est augmenté il s'agit plutôt d'une carence en vitamines B9 et/ou B12, elles aussi responsables d'anémie.

Le dosage de la ferritine est aussi un indice complémentaire pour évaluer une carence en fer. Si c'est le cas elle est en dessous de 25µg/l, 50µg/l pour une femme ménopausée ou un homme. A noter que cependant, la ferritine est en hausse en cas de dysbiose (déséquilibre) intestinale : c'est en effet une protéine inflammatoire, dont le taux augmente en présence d'infections. Mais elle sera égale-



ment augmentée s'il y a surcharge en fer, une atteinte hépatique ou une hémochromatose.

L'anémie peut être également un indice et/ou une conséquence d'une dysbiose intestinale, voire un symptôme de la maladie coeliaque (allergie au gluten). D'où l'intérêt d'en rechercher la cause avant une supplémentation systématique...

L'ANÉMIE PEUT AVOIR PLUSIEURS CAUSES

Si y a réellement carence en fer, chez une femme, des règles hémorragiques sont évidemment la première cause à rechercher. Des hémorragies accidentelles, ou consécutives à une

opération sont aussi responsables d'une perte accrue de fer. Les périodes de grossesses et d'allaitement sont également consommatrices de fer.

Mais beaucoup plus fréquemment qu'on ne l'imagine, l'anémie peut être due à une carence en vitamines B9 ou de vitamine B12 ; ces vitamines sont toutes deux nécessaires à la formation des globules rouges. Leur carence entraîne donc anémie, mais aussi fatigue, troubles du sommeil et de la mémoire, déprime, troubles digestifs.

Un régime alimentaire déséquilibré, voire carencé, et une mauvaise absorption intestinale sont souvent les premiers responsables. Le fer est

normalement absorbé au niveau de l'intestin. Si la muqueuse intestinale est enflammée, les oligo éléments et vitamines ne seront pas assimilés par l'organisme.

Une parasitose peut également modifier l'absorption. Si l'anémie apparaît après plusieurs mois ou années d'inflammation intestinale ou après un changement de mode alimentaire, elle n'est que la partie émergée de l'iceberg : elle ne sera résolue durablement qu'en rétablissant le terrain.

LES SOLUTIONS ANTI-CARENCE EN FER

Des mesures nutritionnelles sont à mettre en place pour augmenter les

apports alimentaires : cacao, foin, viande, vin rouge, légumineuses, œufs, huîtres, palourdes, fruits secs, spiruline, épinards, persil, cresson, sésame... sont riches en fer.

Le fer présent dans la viande et les produits animaux est beaucoup plus assimilable que l'organisme que le fer présent dans les végétaux : il s'agit de fer hémique, absorbé à hauteur de 20 à 25%. Dans les végétaux, il s'agit de fer sous forme non hémique, assimilé seulement à hauteur de 3 à 5%.

A noter que le le thé limite l'absorption du fer, tout comme le cuivre et le zinc qui utilisent les mêmes transporteurs pour passer la barrière intestinale. Le café ne fait pas bon ménage non plus avec le fer, ainsi que les légumineuses et les céréales complètes.

TROIS CONSEILS DE BASE

Si une complémentation est nécessaire, préférez du fer d'origine naturelle : sous forme d'ampoules d'oligothérapie, ou par un apport en lithothérapie grâce au remède Hématite D8. L'hématite est une roche composée d'oxyde ferrique à 70% et de fer à 30%. Elle est indiquée en cas d'anémie, de fatigue, d'hypotension... La version sans alcool est même utilisable par les femmes enceintes.

Une supplémentation en vitamines B d'origine naturelle sera une supplémentation presque obligatoire, accompagnée de pré- et probiotiques.

Enfin l'ortie est depuis toujours traditionnellement associée au traitement de l'anémie : sa richesse en minéraux, notamment silice et fer, sa concentration en chlorophylle aussi, en font l'alliée de choix... pour une santé de fer !

QUELS SIGNES DOIVENT ALERTER ?

Épuisée, essoufflée au moindre effort, une mine de papier mâché... Et si ça venait d'une insuffisance en fer ? On fait le point sur ce minéral indispensable avec Béatrice Benavent-Marco, diététicienne-nutritionniste.

Une fatigue inhabituelle, un essoufflement, un teint pâle sont des signes d'anémie par manque de fer. Des troubles de la mémoire, une baisse des performances intellectuelles, une chute de cheveux, une plus grande vulnérabilité aux infections peuvent aussi indiquer un manque de fer.

POURQUOI LES FEMMES SONT-ELLES PLUS EXPOSÉES ?

Tout simplement parce que de l'adolescence à la ménopause, leurs règles entraînent des pertes en fer non négligeables. Les femmes qui présentent des fibromes de l'utérus sont particulièrement à risque, car elles perdent beaucoup plus de sang lors de leurs règles, ce qui retentit sur leur réserves en fer. Le risque de

carence augmente aussi en cas de grossesses rapprochées.

EXISTE-T-IL D'AUTRES SITUATIONS À RISQUE ?

En période de croissance, les besoins en fer sont très importants. Et au cours de la vie, toutes les maladies qui peuvent occasionner des saignements répétés (ulcères, hémorroïdes, cancers, maladies inflammatoires...) font courir le risque d'un déficit en fer. On y pense aussi chez les personnes âgées qui mangent trop peu.

LA PRATIQUE DU SPORT PEUT-ELLE ÊTRE EN CAUSE ?

Oui. C'est le cas, par exemple, de la course à pied. L'impact répété des pieds sur le sol crée des microtraumatismes qui « éclatent » les globules rouges. Une transpiration excessive lors de l'effort serait aussi en cause. Sans oublier que ceux qui se serrent la ceinture en vue d'une compétition peuvent, du même coup, se priver



de ce précieux fer, par la faute d'un régime trop restrictif.

ON DOSE QUOI EXACTEMENT POUR ÊTRE FIXE ?

Seule une prise de sang permet de savoir si on manque vraiment de fer. Le médecin généraliste en demande une quand il constate

une fatigue ou une pâleur anormale. Mais, plus que le fer, c'est la ferritine qui doit être dosée. Cette protéine, qui permet le stockage du fer est, en effet, le témoin de nos réserves. Dans certains cas, ce dosage peut être complété par celui du fer et de la transferrine, la protéine qui assure le transport du fer dans l'organisme.

MALI

Suivi de la Transition : Goodluck Jonathan attendu à Bamako du 5 au 7 septembre prochain

Le médiateur de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Mali, Goodluck Jonathan est attendu à Bamako du 5 au 7 septembre prochain pour évaluer la situation sur le terrain, ont rapporté mercredi des médias.

Sa délégation pour le suivi de la Transition, rencontrera les autorités, la classe politique, des organisations de la Société civile, des ambassadeurs accrédités à Bamako, entre autres, selon des médias. "Je confirme la visite du 5 au 7 septembre prochain du médiateur", a confié, mardi, un membre de la représentation de l'organisation au Mali ajoutant qu'elle s'inscrit dans le cadre du suivi des recommandations de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur le Mali, tenue à Accra le 30 mai dernier.

Cette énième mission de suivi fait suite à la visite du 14 au 17 juillet dernier d'une délégation du Conseil de Paix et Sécurité de l'UA.

Cette délégation africaine conduite par Victor A. Adekélé, ambassadeur, représentant permanent du Nigeria à l'UA, avait insisté sur "l'inclusivité" et plaidé pour la levée des restrictions imposées aux anciens dignitaires de la Transition.

Le gouvernement de transition malien avait souhaité sans l'obtenir la levée de la suspension du Mali de l'UA en concertation avec la CEDEAO et demandé l'appui technique et financier des partenaires pour l'organisation des élections.

Cette mission avait quitté Bamako "rassurée" par les autorités sur le respect des engagements notamment celui du délai de la Transition.

Le 59ème sommet ordinaire de la CEDEAO, tenu à Accra le 19 juillet dernier, se fondant sur le dernier rapport de la mission d'évaluation de Goodluck Jonathan, s'était aussi réjoui du "développement positif" du processus de la Transition en cours au Mali. Cela sans lever la suspension du Mali. La visite de Goodluck annoncée en début du mois de septembre devrait ainsi évaluer la situation sur le terrain.

Cette mission survient aussi au moment les ex-dignitaires de la Transition (Bah N'Daw et Moctar Ouane) sont toujours en résidence surveillée.

Leur avocat Me Mamadou Ismaël Konaté a saisi la Cour de Justice de la CEDEAO qui invite l'Etat malien à s'expliquer dans un délai d'un mois. La libération de ces personnalités, qui est aussi une exigence de l'organisation ouest-africaine, sera au cœur de cette visite de l'ex-président du Nigeria.

Le médiateur sera accompagné par le ministre des Affaires étrangères du Ghana, le Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO.

CRISE LIBYENNE

Lamamra insiste sur le rôle des pays voisins

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a jugé mardi indispensable que les pays limitrophes de la Libye puissent se réunir pour aider les Libyens à parachever le processus politique de la réconciliation nationale mené sous l'égide des Nations unies.

"Il est indispensable que les pays limitrophes puissent se réunir pour aider la Libye à parachever le processus politique de la réconciliation nationale", a déclaré M. Lamamra, interrogé lors d'une conférence de presse, sur la prochaine réunion ministérielle des pays voisins de la Libye prévue à Alger.

"Le règlement de la crise libyenne doit être par les Libyens", a-t-il réaffirmé au cours de la conférence de presse lors de laquelle il a annoncé la rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc à partir d'aujourd'hui (mardi).

M. Lamamra a également souligné l'urgence



de "mettre fin aux ingérences extérieures, à l'afflux des armes et d'obtenir le retrait des combattants étrangers et des mercenaires".

BARRAGE SUR LE NIL

L'Algérie disponible à aider les parties à revenir à une situation de normalité (Lamamra)

L'Algérie est disponible à aider l'Egypte, le Soudan et l'Ethiopie à revenir à une situation de normalité dans les négociations sur le barrage de la renaissance sur le Nil, a indiqué le ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra au cours d'une conférence de presse tenue à Alger.

"Le devoir de l'Algérie est de faire preuve de disponibilité, de courage, de dévouement afin d'aider ces parties à transcender une situation difficile pour se retrouver dans l'entente dans une situation de normalité qui permet aux trois peuples de bénéficier de cette ressource précieuse d'une manière organisée, transparente et équitable", a déclaré le chef de la diplomatie algérienne.

M. Lamamra a notamment



déploré le fait que les trois pays concernés par ce dossier, l'Egypte, le Soudan et l'Ethiopie "se retrouvent dans une situation difficile suite au conflit d'intérêt sur une question vitale qui est celle des ressources en eau".

Soulignant qu'il y a un grand

nombre de médiations en cours, le ministre a précisé que "la valeur ajoutée de l'Algérie, en plus de son expérience, réside dans le fait que les trois parties lui font confiance".

"Nous sommes encouragés de persévérer dans cette voie et nous demeurons tout à fait disponibles et au service de la stabilité et de la prospérité des trois peuples frères et de leurs efforts", a-t-il souligné.

"Les trois parties considèrent que l'Algérie n'a pas d'agenda additionnel et qu'elle ne pouvait pas se résigner à une dégradation de la situation entre les pays qui lui sont très proches", a-t-il assuré.

A ce titre, il a fait état de "contacts permanents avec l'Union africaine et la Ligue Arabe et d'un échange d'informations avec les autres parties, impliquées dans des médiations à ce sujet.

NIGER

L'armée annonce la neutralisation d'une centaine de terroristes

L'armée nigérienne a indiqué, mardi, avoir neutralisé une centaine de terroristes dans le département de Torodi, au sud-ouest du Niger dans une opération dénommée "Billougol Boni" (punition de Boni).

"Suite à l'embuscade suivie d'un incident d'engin explosif

improvisé du 31 juillet 2021, ayant causé la mort de dix-neuf (19) éléments de la gendarmerie nationale en mission de ravitaillement dans la zone de Torodi, les forces armées nigériennes (FAN) ont planifié et conduit une opération visant à chercher et à neutraliser ceux qui sont responsables de cette

action", a indiqué l'armée nigérienne dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

"Ainsi, cette opération a permis aux FAN de neutraliser une centaine de terroristes et de détruire des plots logistiques (essence, munitions, véhicules, tricycles...) dans une zone à cheval entre la frontière Niger-

Burkina Faso et les bras de la Sirba", a précisé la même source.

Le 31 juillet dernier, une équipe de ravitaillement de la gendarmerie nigérienne est tombée dans une embuscade près de la localité de Boni située dans le département de Torodi. Une autre équipe,

venue au secours, a sauté sur un engin explosif. Selon un bilan fourni par le ministère de la Défense, dix-neuf (19) gendarmes ont été tués.

Depuis 2017 l'ouest du Niger situé dans la "zone des trois frontalières" est en proie à des attaques armées.

SOUDAN - LIBYE

Le Soudan et la Libye s'engagent à protéger leurs frontières communes

Deux hauts responsables soudanais et libyens ont exprimé mardi la volonté des deux pays de protéger leurs frontières communes afin d'empêcher le développement de la criminalité et de freiner l'immigration clandestine.

Le vice-président du Conseil souverain soudanais, Mohamed Hamdan Daqlu, a rencontré mardi à Khartoum le vice-président du Conseil présidentiel libyen Musa al-Koni, a indiqué le Conseil souverain soudanais dans un

communiqué. M. Daqlu a souligné la nécessité de réactiver les forces conjointes des deux pays afin de mieux veiller sur les frontières et de réduire l'immigration clandestine, selon le communiqué.

Le directeur du département Afrique du ministère soudanais des Affaires étrangères, Hassan Abdul-Salam Omer, a déclaré que la rencontre avait permis d'examiner l'état des relations bilatérales, et de discuter de la marche à sui-

vre pour les développer et les améliorer.

Il a ajouté que M. al-Koni avait invité le Soudan à participer à la conférence des ministres de la Défense des pays voisins de la Libye, qui se tiendra en septembre. Le secrétaire adjoint en charge des Affaires politiques au sein du ministère libyen des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Mohammed Khalil Issa, a salué le soutien du Soudan à la Libye, selon le communiqué.

M. Issa a déclaré que son pays était disposé à mettre sur pied une force conjointe avec les pays voisins afin de mieux surveiller les frontières.

Un accord quadripartite signé par la Libye, le Tchad, le Niger et le Soudan en mai 2018 prévoit en effet le déploiement de forces conjointes en vue de sécuriser leurs frontières communes et de lutter contre le crime transfrontalier et l'immigration illégale.

SYRIE L'ONU demande une coopération internationale "soutenue" pour instaurer une paix durable en Syrie

L'envoyé spécial pour la Syrie, Geir O. Pedersen, a plaidé pour un processus politique crédible et une coopération internationale plus soutenue pour instaurer une paix durable dans le pays.

" Nous avons besoin d'un processus politique crédible ainsi que d'une coopération internationale plus soutenue", a déclaré Geir O. Pedersen, en attirant l'attention sur d'importants déploiements de troupes, des bombardements lourds et des affrontements terrestres dans le sud-ouest de la Syrie, notamment dans le gouvernorat de Deraa.

" Nous réitérons nos appels à toutes les parties pour qu'elles mettent immédiatement fin à la violence... un accès humanitaire sûr et sans entrave est nécessaire à toutes les zones et communautés touchées", a-t-il déclaré.

L'Envoyé spécial a

déclaré que les tensions restent également élevées dans le nord-ouest, notamment à Idlib, dans le nord de Lattaquié et d'Alep, ainsi que dans l'ouest de Hama.

Les frappes aériennes et les bombardements se sont intensifiés ces derniers mois, et les régions de Raqqa et de Hassakeh, au nord-est, ont été le théâtre de violences impliquant des groupes armés non étatiques.

Sur le plan politique, l'Envoyé spécial a déclaré "Les Nations Unies feront tout leur possible pour faciliter la mise en œuvre de tous les aspects de la résolution 2585 (2021), qui prolonge l'autorisation du poste frontalier de Bab al-Hawa et envoie le message



que les Etats clés - notamment la Fédération de Russie et les Etats-Unis - peuvent coopérer au-delà du volet humanitaire", a-t-il fait valoir.

IRAK La Turquie annonce avoir détruit 28 cibles du PKK dans le nord de l'Irak

Une série de frappes aériennes turques ont détruit au moins 28 cibles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) - un parti interdit en Turquie - dans le nord de l'Irak, a annoncé mardi le ministère turc de la Défense.

Une vingtaine d'avions ont pris part à une opération aérienne dans la région d'Asos, près de la frontière ira-

nienne, et ont détruit des cibles telles que des abris, des dépôts de munitions et des grottes, a-t-il ajouté.

Cette opération a été menée en coopération avec l'Organisation nationale du renseignement de Turquie, a indiqué le ministère.

La Turquie lance régulièrement des opérations transfrontalières

contre les bases du PKK dans le nord de l'Irak.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne, est en rébellion contre le gouvernement turc depuis plus de 30 ans.

IRAN Vote de confiance au Parlement pour le gouvernement Raïssi

Le Parlement iranien achève mercredi le débat sur le cabinet du nouveau président Ebrahim Raïssi avant un vote de confiance attendu dans l'après-midi et devant permettre au nouvel exécutif conservateur d'entrer en fonction.

Entamée samedi, l'audition des ministres présentés par M. Raïssi se poursuivait en début d'après-midi au Madjles ("Assemblée" en persan), où le président est attendu pour un nouveau discours devant les députés.

Dans une République islamique d'Iran où le vrai pouvoir est aux mains du

guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, en poste depuis 1989, M. Raïssi hérite d'une situation difficile. L'Iran est asphyxié financièrement par les sanctions rétablies par Washington à la suite de la décision prise en 2018 par l'ex-président américain Donald Trump de sortir de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu trois ans plus tôt à Vienne.

Le pays est frappé par une violente crise économique et sociale amplifiée par la pandémie de coronavirus, l'Iran peinant à endiguer une cinquième vague de contaminations, beau-

coup plus violente que les quatre premières. Un nouveau record de mortalité due au virus a été atteint mardi avec le décès de 709 malades en 24 heures, selon les chiffres officiels.

M. Raïssi a remporté l'élection du 18 juin marquée par une abstention record et l'absence de véritables concurrents en face de lui.

Il succède au modéré Hassan Rohani, architecte d'une politique d'ouverture à l'Occident torpillée par les efforts conjugués du gouvernement Trump et d'une grande partie du camp conservateur ira-

nien. Le nouveau président a été investi par le Parlement début août, mais c'est le gouvernement sortant qui gère les affaires courantes jusqu'à ce que le cabinet soit approuvé par le Madjles.

Le vote de confiance à l'équipe ministérielle, très conservatrice et composée uniquement d'hommes, doit donc permettre à M. Raïssi de commencer à imprimer sa marque.

Le président a annoncé samedi que la lutte contre le virus serait la première priorité du gouvernement, juste devant le redressement de l'économie.

UKRAINE Un soldat tué, deux autres blessés dans l'Est séparatiste

Un militaire ukrainien a été tué et deux autres blessés mardi par des tirs de séparatistes dans l'est de l'Ukraine, a annoncé mercredi l'armée. Au cours des dernières 24 heures, les séparatistes ont violé la trêve à trois reprises, a accusé l'armée dans un communiqué.

Les blessés ont été évacués et hospitalisés, l'un d'eux se trouve dans un

état grave, selon la même source. Dimanche et lundi, deux autres soldats ukrainiens avaient été tués sur la ligne de front.

L'Ukraine est en conflit depuis 2014 avec les séparatistes des régions de Donetsk et de Lougansk.

Selon Kiev, au moins 48 soldats ukrainiens ont été tués depuis le début de l'année contre 50 pour l'en-

semble de l'année précédente. Pour leur part, les séparatistes disent avoir perdu plus de 30 combattants depuis janvier. Le processus de paix sous médiation franco-allemande et issu des accords de Minsk de 2015 est lui dans l'impasse depuis une rencontre sans lendemain à Paris en décembre 2019 entre M. Zelensky et Vladimir Poutine.

ALLEMAGNE Les sociaux-démocrates en tête d'un sondage à un mois du scrutin

Le parti social-démocrate SPD est pour la première fois donné en tête devant les conservateurs d'Angela Merkel et les écologistes, à un mois des élections, dans un sondage publié mardi.

Le SPD est crédité de 23% des intentions de vote, en hausse de deux points par rapport à une précédente étude, et arrive ainsi en tête, une première depuis octobre 2006, selon un sondage Forsa pour les chaînes RTL et NTV.

L'union conservatrice CDU-CSU perd elle un point, à 22%, soit son score le plus bas enregistré par cet institut depuis 1984.

Les Verts perdent eux aussi un point et atteignent 18%, devant les libéraux du FDP (12%), l'extrême droite AfD (10%) et l'extrême gauche Die Linke (6%).

Le SPD, membre de l'actuelle coalition dirigée par Angela Merkel et menée par le vice-chancelier et ministre des Finances Olaf Scholz, pourrait ainsi bâtir plusieurs coalitions, avec les Verts et Die Linke, avec les écologistes et les libéraux ou avec les conservateurs et libéraux.

Longtemps cantonnés à une troisième place, les sociaux-démocrates bénéficient du parcours jusqu'ici sans faute de M. Scholz, peu charismatique mais expérimenté, quand les conservateurs et écologistes sont plombés par les erreurs de leurs candidats respectifs, Armin Laschet et Annalena Baerbock.

USA La cote de popularité de Biden au plus bas dans un contexte de résurgence de la COVID-19 et d'échec en Afghanistan (sondage)

La cote de popularité du président des Etats-Unis Joe Biden a chuté au point le plus bas de ses sept premiers mois de mandat, dans un contexte d'augmentation des cas de COVID-19 dans son pays et de retrait militaire chaotique de l'Afghanistan, selon un nouveau sondage mené par le diffuseur américain NBC.

Ce sondage, mené du 14 au 17 août, révèle que seules 49% des personnes interrogées approuvent les performances professionnelles de M. Biden, passant pour la première fois sous la barre des 50%, tandis que 48% les désapprouvent.

En avril, un autre sondage de NBC avait révélé que 53% des Américains approuvaient les performances professionnelles de M. Biden.

D'autres sondages de la semaine dernière ont également révélé une baisse de sa cote de popularité, CBS la situant à 50%, Ipsos à 46% et YouGov à 44%.

En ce qui concerne la gestion par le président de la campagne contre la COVID-19, le plus récent sondage de NBC a indiqué que 53% des Américains approuvent sa performance, soit une baisse de 16 points par rapport à celui d'avril. Seules 25% des personnes interrogées ce mois-ci ont déclaré approuver la façon dont M. Biden a géré le retrait d'Afghanistan, qui a été rapidement repris par les talibans. La note de M. Biden en matière économique a également baissé, puisque 47% des personnes interrogées approuvent sa gestion de l'économie, contre 52% en avril, selon le sondage.

AUDIOVISUEL L'ARAV adresse "un avertissement sévère" à l'EPTV

L'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a adressé, mardi, "un avertissement sévère" à l'Entreprise publique de télévision (EPTV) suite à une faute grave commise par le présentateur du bulletin d'information de la matinée du 24 août.



"Lors de la diffusion par l'EPTV du bulletin de la matinée du 24 août 2021 annonçant le procès des accusés dans l'affaire du chahid Djamel Bensmain, une faute grave a été commise par le présentateur qui a qualifié une région du pays de terroriste", précise le communiqué de l'ARAV.

L'ARAV considère cette faute "comme un manquement impardonnable notamment en cette conjoncture exceptionnelle et sensible que

connait le pays et qui requiert davantage de discernement et de clairvoyance dans le traitement de tels sujets d'autant que l'Algérie est sujette à une campagne féroce sans précédent visant sa sécurité et son unité". Par conséquent, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel souligne "avoir adressé un avertissement sévère à l'EPTV et espère que les mesures disciplinaires appropriées soient prises à l'encontre des responsa-

bles de cette faute". Elle a rappelé à ce propos qu'"elle met toujours en garde contre de tels dérapages qui pourraient entraîner de graves conséquences", affirmant "l'impératif de respecter les règles d'éthique et de déontologie professionnelles". L'ARAV sera intransigente face à de telles bévues qu'elles émanent des institutions médiatiques audiovisuelles publiques ou privées", ajoute la même source.

CINÉMA

Projection virtuelle des films lauréats du Prix du président de la République "Ali Maachi"

Les films lauréats du Prix du président de la République pour les jeunes créateurs "Ali Maachi" (éditions 2020-2021) seront projetés virtuellement à partir de la semaine prochaine via la page Facebook du Centre algérien de développement du cinéma (CADC), ont annoncé, mardi, les organisateurs. Au programme de cette projection intitulée "Ciné Maachi", figurent les trois films lauréats de l'édition 2020 dans la catégorie Cinéma et Audiovisuel, à savoir le film Rahim, du réalisateur Bachir Messaoudi (lauréat du premier prix), "Djamila au temps du Hirak" de Abderrahmane Harrat (deuxième prix) et "Kayen Wela Makach" de Abdellah Kada (troisième prix), précise un communiqué publié sur la page Facebook du



CADC. D'autres films lauréats de l'édition 2021 sont également au rendez-vous. Il s'agit du film "Bridge" de Mohamed Tahar Boukaf (premier prix), "Le monde comme je le vois" de Rachid Belhanfi (troisième prix) ainsi que le film lauréat du troisième prix de Youcef Salah Eddine intitulé "The Final Word".

Institué en 2006, le prix du président de la République pour les jeunes créateurs "Ali Maachi" est ouvert aux créations dans les domaines de la littérature (roman, poésie, textes dramaturgiques), la musique, le cinéma, l'audiovisuel, la danse et la chorégraphie et les arts plastiques.

APS

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BOUIRA.
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITÉS MINIMALES N° : / DSP/2021
NIF DU SERVICE CONTRACTANT

- La direction de la santé et de la population de la wilaya de Bouira lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour « Etude et Suivi pour la Réalisation des travaux de Réhabilitation et de mise à niveau à l'EPH DE SOUR EL GHOZLANE. »

1) CAS DE SOUMISSIONNAIRE SEUL :

Capacités techniques : disposant des moyens humains et des références professionnelles suivantes :

A-1- Moyens humains :

- ✓ Un (01) Chef de projet (architecte) ayant une expérience minimale de six (06) ans.
- ✓ Un (01) Ingénieur ou master en génie civil ayant une expérience minimale de trois (03) ans.
- ✓ Un (01) Technicien supérieur dans les métiers du bâtiment ayant une expérience minimale de trois (03) ans.

N.B : Les moyens humains seront justifiés par leur diplôme, attestation d'affiliation à la CNAS datant d'au moins de 3 mois à la date d'ouverture des plis et les attestations de travail signées par l'architecte employeur.

- ✓ Le chef de projet proposé au niveau du dossier de candidature sera accompagné d'une affectation, délivrée par le gérant du bureau d'étude.
- ✓ Les gérants et cogérants peuvent être proposés comme chef de projet.

A-2- Références professionnelles : Ayant déjà réalisé au moins une (01) étude et suivi, d'un projet classé à la Catégorie « C » et plus ou 03 projets classés à la Catégorie « B » durant les 10 dernières années (2011 ; 2020), à justifier par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics avec la précision du montant et l'année de délivrance.

B - Capacités Professionnelles

Une copie de l'Agrément pour l'exercice de la profession d'architecte pour l'année 2021 délivré par le conseil national de l'ordre des architectes (CNOA) pour les architectes ou bureaux d'études privés, exerçant sous forme libérale ou en société civile professionnelle d'architectes (SCPA) ou arrêté ou décret de création ou tout autre document réglementaire justificatif pour les bureaux d'études publics nationaux.

C - Capacités financières :

Ayant réalisé un chiffre d'affaire moyen des cinq dernières années égal ou supérieur à 3.000.000,00 DA, à justifier par des bilans financiers ou des déclarations d'impôt forfaitaire unique visés par les services des impôts.

2)-Cas Soumission En Groupement :

Capacités techniques : disposant des moyens humains et des références professionnelles suivantes :

A-1- Moyens humains :

A-1-1- Moyens humains :

- ✓ Un (01) Chef de projet (architecte) ayant une expérience minimale de six (06) ans.
- ✓ Un (01) Ingénieur ou master en génie civil ayant une expérience minimale de trois (03) ans.
- ✓ Un (01) Technicien supérieur dans les métiers du bâtiment ayant une expérience minimale de trois (03) ans.

N.B : Les moyens humains seront justifiés par leur diplôme, attestation d'affiliation à la CNAS datant d'au moins de 3 mois à la date d'ouverture des plis et les attestations de travail signées par l'architecte employeur.

- ✓ Le chef de projet proposé au niveau du dossier de candidature sera accompagné d'une affectation, délivrée par le gérant du bureau d'étude.
- ✓ Les gérants et cogérants peuvent être proposés comme chef de projet.

A-2- Références professionnelles :

Chef de file : Ayant déjà réalisé au moins une (01) étude et suivi, d'un projet classé à la Catégorie « C » et plus ou 03 projets classés à la Catégorie « B » durant les 10 dernières années (2011 ; 2020), à justifier par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics.

Publics.

B - Capacités Professionnelles

Une copie de l'Agrément pour l'exercice de la profession d'architecte pour l'année 2021 délivré par le conseil national de l'ordre des architectes (CNOA) pour les architectes ou bureaux d'études privés, exerçant sous forme libérale ou en société civile professionnelle d'architectes (SCPA) ou arrêté ou décret de création ou tout autre document réglementaire justificatif pour les bureaux d'études publics nationaux.

9 - c - Capacités financières : (pour l'ensemble des membres du groupement) Ayant réalisé un chiffre d'affaire moyen des cinq dernières années égal ou supérieur à 3.000.000,00 DA, à justifier par des bilans financiers ou des déclarations d'impôt forfaitaire unique visés par les services des impôts.

Nb : Concernant le dossier de la soumission se référer à l'article 20 page 15 (préparation des soumissionnaires de l'offre technique (instruction aux soumissionnaires))

La durée de préparation des dossiers de l'appel d'offres est fixée à trente (30) jours à compter de la Première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

La date de dépôt des offres aura lieu le dernier jour correspondant à la fin de la durée de préparation des offres au plus tard à 12h00. Cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable en cas où cette date coïnciderait avec des jours fériés et aux repos hebdomadaires légaux.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le dernier jour correspondant à la date de dépôt des offres à 13h00 au niveau de la Direction De La Santé Et De La Population De La Wilaya De Bouira « Service De La Planification », sise au niveau de la Cité Administrative Draa El Bordj à Bouira.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du soumissionnaire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Appel d'offres N° .../DSP/2021 pour « Etude et Suivi pour la Réalisation des travaux de Réhabilitation et de mise à niveau à l'EPH DE SOUR EL GHOZLANE »

Les offres doivent être déposées au niveau de la Direction De La Santé Et De La Population De La Wilaya De Bouira « Service De La Planification », sise au niveau de la Cité Administrative Draa El Bordj à Bouira.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 03 mois augmentés de la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

CALCUL MENTAL

Soudjoud Ritej Rhahla, première enfant arabe à remporter le championnat du monde de calcul mental

Rempoter le titre de championne du monde de l'arithmétique n'était guère une sinécure pour la petite Soudjoud Ritej Rhahla, 11 ans, de la ville d'El Eulma (Est de Sétif).

Le sacre est venu récompenser une grande détermination et des défis, assure l'enfant prodige, couronnée récemment à la Coupe du monde du calcul mental, de l'année 2021, organisée à Taïwan.

Soudjoud a découvert le monde de l'arithmétique, en particulier le calcul mental, qui repose sur la célérité et la mémoire alors qu'elle ne dépassait pas les 5 ans.

Son initiatrice et entraîneur dans ce monde était sa mère, pharmacienne et également entraîneur international accrédité dans le même domaine, qui apprenait à sa fille les abécédaires de cette discipline avant de l'inscrire dans des compétitions de wilaya et d'autres nationales et puis se concentrer sur les championnats internationaux.

Soudjoud a déclaré: "ce couronnement n'a pas été facile pour moi, il est le résultat de la persévérance et de la détermination à réussir qui m'a possédé pendant de nombreuses années, et je me suis finalement retrouvée face à 1000 autres concurrents représentant de 30 pays, les plus forts

dans ce domaine". Et d'ajouter fièrement: "J'ai obtenu cette année, lors de ma participation au Championnat du monde du calcul mental à distance le score complet avant la fin du temps imparti sous le regard impressionné des superviseurs".

Confiante, la petite surdouée abonde "Je me suis beaucoup entraînée pour remporter ce titre et, franchement, je m'attendais à ce couronnement, d'autant plus que j'avais décroché en 2019 en Turquie, le premier prix du championnat de la Coupe du monde du calcul mental, auquel avaient pris part des concurrents de 19 pays.

Dans la même année, elle a été également vice-championne de la finale des Champions du monde à Taïwan, où elle a été désignée comme "la plus intelligente des participants".

"Je suis la première enfant arabe à décrocher ce titre, et c'est grâce à mes parents qui n'ont ménagé aucun effort pour m'aider et me soutenir et également grâce à ma mémorisation du Coran et ses règles,

dès mon plus jeune âge", affirme Soudjoud.

Revenant sur son succès planétaire et le moment de sa consécration à Taïwan, Soudjoud émue déclare: "J'ai été submergée par un grand bonheur à la vue de l'emblème national flottait haut.

Je dédie ce sacre à tous les enfants de l'Algérie et j'appelle tous les responsables à s'intéresser aux enfants surdoués et à œuvrer à les accompagner".

Pour l'avenir, Soudjoud ambitionne de participer dans des compétitions nationales et internationales de mémorisation du Coran et aspire décrocher des prix.

La jeune surdouée convoite également l'exploitation des technologies modernes dans des recherches dans le domaine médical au vu de sa passion pour l'intelligence artificielle.

Investir dans les enfants, la base du développement des nations

De son côté, la mère de Soudjoud Ritej Rhahla, Mme Marwa Chaabane affirme que le niveau que Soudjoud a pu



atteindre et sa consécration ont nécessité "un entraînement intensif et quotidien", soulignant l'élaboration d'un programme spécial pour entraîner sa fille sans perturber ses études.

Dans le même contexte, elle a déclaré: "J'ai investi dans ma fille dès son plus jeune âge convaincue que l'investissement dans la science est la base du développement et de l'évo-

lution des nations". Elle a ajouté toute fière: "Soudjoud a obtenu une moyenne de 10/10 à l'examen de la 5ème année primaire pour la saison 2020/2021".

Mme Chaabane a appelé tous les parents à s'intéresser à leurs enfants et à les orienter de manière appropriée en axant sur la science en premier lieu pour en faire "la fierté de la nation".

SAMSUNG

Un plan d'investissement de 205 milliards de dollars

Le groupe sud-coréen Samsung a dévoilé mardi un plan d'investissement de 205 milliards de dollars destiné à faire de la société un leader dans le domaine des technologies, des semi-conducteurs à la robotique. Le géant de la "tech" est le plus grand conglomérat de Corée du Sud.

Son chiffre d'affaires global est l'équivalent d'un cinquième du produit national brut du pays.

Samsung Electronics, sa filiale vaisseau amiral, est le plus grand fabricant mondial de smartphones.

Le plan permettra d'aider Samsung à renforcer sa position globale dans des secteurs industriels clés tout en étant le

fer de lance de l'innovation dans de nouveaux domaines", a affirmé le groupe dans un communiqué, ajoutant qu'il poursuivrait également des acquisitions de sociétés.

Dans le domaine des semi-conducteurs, la société a affirmé qu'elle chercherait à améliorer les technologies de pointe pour faire face à la "demande de long-terme plutôt qu'aux changements à court terme".

Elle cherchera aussi à étendre son activité biopharmaceutique par le biais de ses filiales Samsung Biologics et Samsung Bioepis.

La conglomérat construira deux nouvelles usines en plus de trois en

fonctionnement actuellement en vue de se lancer dans la fabrication de vaccins.

Sur les 240.000 milliards de wons (205 milliards de dollars) que Samsung projette de dépenser, la société engagera 180.000 milliards de wons en Corée du Sud.

CYBERSÉCURITÉ

Biden et des dirigeants de grandes sociétés cherchent des solutions aux problèmes de cybersécurité

Le président américain Joe Biden, des ministres et patrons de grandes sociétés doivent s'entretenir mercredi pour chercher des solutions aux problèmes de cybersécurité, selon des responsables de la Maison Blanche.

Les dirigeants de Google, Apple, Amazon et Microsoft seront présents à la Maison Blanche, ainsi que les présidents de grands groupes, banques, assurances et services essentiels (eau, électricité), a indiqué un haut responsable de l'administration.

Les vols de données et attaques au rançongiciel se sont multipliés ces derniers mois, ciblant différentes entreprises et organisations.

"Il y aura des annonces concrètes", a promis le responsable lors d'une conférence de presse mardi.

Les attaques récentes "ont créé un sentiment d'urgence" et la nécessité pour le gouvernement et les entreprises privées de reconcentrer leur attention sur ce fléau, a-t-il précisé.

L'objectif de la réunion est d'identifier quelles failles permettent aux pirates de pénétrer les systèmes, et donc de rendre les équipements et logiciels plus résistants et plus imperméables.

"Nous devons évoluer vers un système où la sécurité est assurée par

L'investissement en Corée devrait permettre de créer 10.000 emplois supplémentaires en plus des 30.000 déjà prévus.

Il pourrait permettre aussi 560.000 embauches dans les industries liées à celle de Samsung.

INTERNET - SÉCURITÉ

Les Allemands sont préoccupés par la fraude aux données et les fausses nouvelles (rapport)

Les préoccupations concernant les risques de cybersécurité en Allemagne sont restées à un niveau élevé, selon le "Rapport sur la cybersécurité 2021" publié mardi par la société d'audit Deloitte et l'institut allemand d'études de marché Allensbach.

La fraude aux données en ligne est la préoccupation la plus courante, 77 % des personnes interrogées la citent.

Le rapport a interrogé environ 500 chefs d'entreprise allemands et des membres du parlement fédéral du pays, des parlements régionaux ainsi que du Parlement européen.

La crainte des virus et des logiciels malveillants ainsi que des "fake news" arrivent en deuxième et troisième position, avec respectivement 76 % et 75 % des personnes interrogées qui citent ces risques.

Une grande majorité a indiqué que

les technologies clés pour la cybersécurité devraient être promues.

Les fausses nouvelles sont considérées comme un "danger considérable" pour les élections fédérales du mois prochain.

En raison de la pandémie de COVID-19, il y aurait un déplacement de la campagne électorale vers l'internet, et le risque de manipulation numérique des élections pourrait jouer un rôle particulièrement important.

Malgré les risques liés aux réseaux sociaux, près de la moitié des hommes et femmes politiques interrogés ont déjà été victimes de discours haineux en ligne.

Néanmoins, 60 % des responsables politiques et 58 % des chefs d'entreprise ont déclaré que les opportunités des réseaux sociaux l'emportaient sur les risques.

ALGÉRIE - PANDÉMIE Vaccination "obligatoire" pour tous les athlètes engagés dans la saison 2021-2022 (MJS)

La vaccination contre la COVID-19 sera "obligatoire" pour l'ensemble des acteurs sportifs algériens, qui seront engagés dans les différentes compétitions nationales et internationales de la saison 2021-2022" a annoncé lundi soir le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). En effet, outre les athlètes, cette campagne de vaccination collective "concernera également les staffs techniques et médicaux, ainsi que les membres dirigeants" a précisé la structure ministérielle dans un communiqué.

Une démarche devenue "incontournable et nécessaire" selon la même source, pour garantir la protection de tous contre la pandémie du nouveau coronavirus, et permettre la reprise des entraînements et des compétitions (toutes catégories confondues) dans des conditions sanitaires plus sécurisées.

Cette opération de vaccination "débutera dans les prochains jours, au niveau de différentes structures sportives du secteur, et sur l'ensemble du territoire national". Les fans des différentes disciplines sportives ne seront pas en reste, puisqu'eux aussi "bénéficieront d'une campagne de vaccination similaire", pour qu'ils puissent accéder au stade et différentes enceintes sportives "au moyen de pass-sanitaire" a encore précisé la même source. Le Secrétaire Général du MJS, Nassim Sbia a transmis une copie de ce communiqué aux présidents des différentes fédérations et associations sportives, ainsi qu'aux Directeurs de la jeunesse et des Sports des différentes wilayas.

CYCLISME - TOUR D'ALLEMAGNE Azzedine Lagab présent avec la formation Bike-Aid



Le cycliste algérien Azzedine Lagab fera partie de la formation continentale allemande "Bike-Aid", à l'occasion du Tour cycliste d'Allemagne qui débute jeudi à Stralsund (nord) et s'achève à Nuremberg (sud) dimanche, a appris l'APS de l'intéressé.

Champion d'Algérie en titre et vainqueur du Tour d'Algérie cycliste 2011, Lagab (34 ans) sera sur la liste du départ, en compagnie d'une pléiade de cyclistes de renommée mondiale, à l'image des Britanniques Mark Cavendish et Chris Froome.

D'autres invités de marque ambitionneront de briller sur l'épreuve relancée en 2018, après dix ans de pause, comme Joao Almeida (Deceuninck), récent vainqueur du Tour de Pologne, Emmanuel Buchmann (Bora), John Degenkolb (équipe nationale allemande), Phil Bauhaus (Bahrein) ou encore Ben O'Connor (AG2R).

Lagab a été champion d'Algérie du contre-la-montre en 2008, 2011, 2012, 2014, 2016, 2018 et 2021 et champion d'Algérie sur route en 2009, 2010, 2012 et 2021. Il a également remporté à plusieurs reprises le titre du champion arabe du contre-la-montre et sur route.

Programme du Tour d'Allemagne:

Jeudi 26 août : 1re étape, Stralsund-Schwerin (191,4 km)
Vendredi 27 août : 2e étape, Sangerhausen-Ilmenau (180,8 km)
Samedi 28 août : 3e étape, Ilmenau-Erlangen (193,9 km)
Dimanche 29 août : 4e étape, Erlangen-Nuremberg (154,4 km).

JEUX OLYMPIQUES-2020

"180 milliards de centimes alloués depuis fin 2018 aux fédérations concernées" (Djeraoui)

Cent-quatre-vingt (180) milliards de centimes ont été alloués depuis fin 2018 aux fédérations sportives concernées par la participation aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, a révélé mardi le directeur général des Sports au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS), Mohamed Djeraoui.

"Selon le programme établi par les fédérations dans le cadre du fonds d'affectation spéciale (FAS), une enveloppe spéciale de l'ordre de 390 milliards de centimes a été consacrée par les pouvoirs publics pour la préparation des athlètes aux JO de Tokyo et aux Jeux méditerranéens 2022 d'Oran. Cent-quatre-vingt (180) milliards de centimes ont été déjà consommés par les fédérations sportives concernées durant la période allant du 4e trimestre 2018 à la fin de l'année 2020.", a indiqué Djeraoui lors d'une conférence de presse tenue au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Alger, consacrée à la présentation du bilan de la participation algérienne aux JO de Tokyo. Le directeur général des Sports a tenu à expliquer que "cette enveloppe financière a été allouée aux athlètes concernés par les JO-2020 et les JM-2022 d'Oran, en plus du budget annuel attribué chaque année par le MJS pour chaque fédéra-



tion.". "Les pouvoirs publics ont mis tous les moyens financiers nécessaires pour une meilleure prise en charge et de préparation des athlètes algériens. Les athlètes ont participé à 387 stages à l'étranger et 176 compétitions internationales.", a-t-il dit.

Revenant sur la décision des pouvoirs publics de fermer les salles de sport à cause de la pandémie de Covid-19, le même responsable a expliqué que cela "entre dans le cadre des restrictions et recommandations émises par la Commission nationale de veille et de suivi de

l'évolution de l'épidémie du nouveau coronavirus (COVID-19).".

"La décision de fermer les salles de sport a été prise le 28 mars et ont été rouvertes le 28 juillet, conformément aux recommandations de la commission nationale de veille et de suivi de la pandémie. Toutes les doléances des fédérations afin de permettre à leurs athlètes d'élite de préparer au mieux les JO ont été concrétisées et des autorisations exceptionnelles leur ont été délivrées.", a-t-il martelé. Engagés dans 14 disciplines, les 39 athlètes

algériens sont pratiquement tous passés à côté de la plaque, seuls l'athlète du triple saut, Yasser Mohamed-Tahar Triki et la boxeuse Imène Khelif se sont relativement distingués en terminant à la cinquième place de leurs épreuves ainsi que la performance du lutteur Bachir Sid Azara (24 ans) qui avait terminé à la 7e place en lutte gréco-romaine. A Tokyo, les disciplines algériennes les plus représentées étaient la boxe, les luttes associées et l'athlétisme avec huit athlètes pour chacune d'elles. Viennent ensuite l'escrime avec quatre athlètes, la natation (3), l'aviron (2), le cyclisme (2), le judo (2) et la voile (2). Le reste du contingent algérien était représenté par le kayak (1 athlète), l'haltérophilie (1), le karaté (1), le tennis de table (1) et le tir sportif (1). A noter que la dernière fois que l'Algérie n'avait remporté aucune médaille aux JO remonte à l'édition d'Athènes en 2004.

L'empereur du Japon déclare officiellement ouverts les Jeux

L'empereur du Japon Naruhito a officiellement déclaré ouverts les Jeux paralympiques de Tokyo (24 août - 5 septembre) mardi lors de la cérémonie d'ouverture au Stade national, 16 jours après la clôture des JO. "Je déclare ouverts les Jeux paralympiques de Tokyo 2020", a énoncé l'empereur Naruhito dans la tribune officielle du stade, privé de spectateurs en raison du huis clos généralisé décrété face à la cinquième vague de Covid-19 frappant le Japon. Seuls quelques officiels et les médias ont assisté au spectacle puis au défilé des délégations, dont celle de l'Algérie. 539 médailles d'or vont se disputer entre 4.400 para-athlètes, parmi lesquels quelques stars comme le sauteur en longueur allemand Mar-

kus Rehm, surnommé "Blade Jumper" en raison de sa lame de prothèse en carbone. "Je n'arrive pas à croire que nous y sommes enfin. Beaucoup doutaient que ce jour arrive, beaucoup pensaient que c'était impossible, mais grâce aux efforts de beaucoup, l'événement sportif doté de la plus grande force de changement sur la planète est sur le point de commencer", s'est réjoui le président du Comité paralympique international (CIP) Andrew Parsons sur scène mardi. L'espérance aussi de voir le retour du sport dans l'actualité surtout sanitaire du Japon, qui aligne une équipe record de 254 para-athlètes. La plus fournie devant celle de la Chine qui domine le tableau des médaillés à chaque édition depuis

2004. En fin de soirée, le drapeau paralympique a fait son entrée dans le stade national porté par des travailleurs essentiels durant la pandémie. La cérémonie, au thème annoncé "Nous avons des ailes", avait créé un aéroport dans le Stade national pour les besoins de son histoire: un avion à une seule aile, interprété par une adolescente de 13 ans en fauteuil roulant, finissant par trouver les airs. Au cours de rendez-vous olympique, l'Algérie sera représentée par 60 athlètes dans 5 disciplines: l'athlétisme, le handi-basket, le goal-ball, powerlifting, et le judo. Pour rappel, l'Algérie avait décroché un total de 16 médailles lors des derniers Jeux paralympiques 2016 à Rio : 4 or, 5 argent, et 7 bronze.

PARALYMPIQUES-2020 (GOAL-BALL): GR/B

La sélection algérienne battue par le Japon (4-13)

L'équipe algérienne messieurs de goal-ball s'est inclinée face à son homologue japonais sur le score de (4-13), mi-temps (3-7), mercredi pour le compte de la 1re journée du groupe A qui comprend également le Brésil, la Lituanie et les USA.

L'équipe algérienne, composée des trois titulaires (Samir Belhouche, Larbi Abdelhalim et Imededdine Ghodmane) a éprouvé d'énormes difficultés face à une jeune sélection japonaise. Devant le manque de cohésion en défense, les protégés de l'entraîneur national ont été dominés dès les premières minutes de la ren-

contre (0-1, 1-3, 2-5 et 3-7 à la pause.

La seconde période de dix minutes n'a pas permis, à l'équipe algérienne de rectifier le tir, laissant le champ libre à son adversaire de creuser l'écart et filler vers une facile et nette victoire (4-13). Un succès qui ouvre les portes des quarts de finale pour le Japon, et met la pression sur l'équipe algérienne qui doit sortir le grand jeu dans les prochains matchs pour espérer passer au second tour.

Dans l'autre match du groupe A, le Brésil, médaillé de bronze des derniers jeux, a battu son homologue de



Lituanie, champion paralympique en titre, sur le score de 11-2.

Résultats des matchs du groupe A:

Algérie - Japon (4-13), mi-temps (3-7)
Brésil - Lituanie (11-2), mi-temps (4-1)
USA (exempt)
Prochaine journée:
Groupe A: jeudi 26 août:
Jeudi 26 août 2021:

Algérie - Lituanie
USA - Brésil
Matchs restants:
Vendredi 27 août 2021:
Algérie - Brésil
Japon - USA
Samedi 28 août 2021:
Lituanie - Japon
Dimanche 29 août 2021:
Algérie - USA
Japon - Brésil
Lundi 30 août 2021:
USA - Lituanie

MONDIAL-2022 (ÉLIMINATOIRES - 1^{ÈRE} JOURNÉE - GR.A) Le sélectionneur burkinabé dévoile une liste de 27 joueurs pour le Niger et l'Algérie

Le sélectionneur de l'équipe burkinabé de football Kamou Malo, a dévoilé mercredi une liste de 27 joueurs, en vue des deux premiers matchs du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 : le jeudi 2 septembre face au Niger à Marrakech, et le mardi 7 septembre devant l'Algérie, toujours à Marrakech.



Absent lors des deux matchs amicaux contre la Côte d'Ivoire (1-2) et le Maroc (0-1), disputés en juin dernier, le milieu relayeur de Rizespor (Turquie) Bryan Dabo est de retour dans la sélection. L'attaquant

Mohamed Laminé Ouattara (AS Sonabel), l'une des révélations du championnat burkinabé, est également retenu par le sélectionneur des Etalons. En revanche, le défenseur du Bayer Leverkusen (Allemagne)

Edmond Tapsoba, le milieu de terrain du Dynamo Moscou (Russie) Charles Kaboré, le milieu de terrain du RS Berkane (Maroc) Alain Traoré, et l'attaquant d'Aston Villa (Angleterre) Bertrand Traoré, n'ont pas été

retenus pour diverses raisons. Prévues initialement en juin dernier, les deux premières journées du 2e tour des éliminatoires du Mondial 2022 au Qatar, ont été reportées à septembre, en raison de la situation sanitaire liée au Covid-19.

Voici par ailleurs la liste des 27 joueurs

Gardiens de buts : Koffi Kouakou (Chareleroi/ Belgique), Babayouré Sawadogo (AS Douanes/ Sénégal), Soufiane Ouédraogo (USFA/ Burkina Faso), Ben Idriss Traoré (AS Sonabel/ Burkina Faso)

Défenseurs : Issoufou Dayo (RS Berkane/ Maroc), Steev Yago (Aris Limassol/ Chypre), Soumaila Ouattara (Raja Casablanca/ Maroc), Issa Kaboré (Troyes/ France) Oula Abbas Traoré (Horoya AC/ Guinée), Hermann Nikiéma (Salitas/ Burkina Faso), Mohamed Ouattara (WA Casablanca/ Maroc), Patrick Mao (Hassania Agadir/ Maroc)

Milieux : Saïdou Simporé (Al-Masry SC/ Egypte), Dramane Nikiéma (Horoya AC/ Guinée), Ismahila Ouédraogo (AS Douanes/ Sénégal), Gustavo Sangaré (Quevilly-Rouen/ France), Blati Touré (Vitoria Sport Clube/ Sénégal), Adama Guira (Racing Rioja/ Espagne), Bryan Dabo (Rizespor/ Turquie)

Attaquants : Zakaria Sanogo (FC Ararat/ Arménie), Cyrille Bayata (RC Lens/ France), Hassane Bandé (NK Istra 1961/ Croatie), Abdoul Fessal Tapsoba (Standard de Liège/ Belgique), Eric Traoré (Pyramids FC/ Egypte), Lassina Franck Traoré (Sakhtar Donetsk/ Ukraine), Mohamed Konaté (Akhmat Grozny/ Russie), Mohamed Lamine Ouattara (AS Sonabel/ Burkina Faso).

LIGUE 1 (38E ET DERNIÈRE JOURNÉE) L'AS Ain M'lila rejoint l'USM Bel Abbès, le CA Bordj Bou Arréridj et la JSM Skikda en Ligue 2



La 38e et dernière journée du Championnat de Ligue 1 de football, disputée mardi, a été marquée par la relégation de l'AS Ain M'lila en Ligue 2, après sa défaite face à la JS Saoura (4-1).

En concurrence pour le maintien en Ligue 1 avec le WA Tlemcen et l'ASO Chlef qui se sont, respectivement, imposés devant le ES Sétif (1-0) et le RC Relizane (2-1), l'AS Ain M'lila (17e - 44 pts) rejoint ainsi l'USM Bel Abbès (18e - 39 pts), le CA Bordj Bou Arréridj (19e - 22 pts) et la JSM Skikda (20e - 17 pts), qui évolueront la saison prochaine en palier inférieur.

Dans ce duel à distance pour le maintien en Ligue 1, le WA Tlemcen a été le premier à assurer sa place parmi l'élite, en s'imposant à domicile devant l'ES Sétif (1-0), grâce à un but de Touil à la 66e minute de jeu.

Les Tlemceniens ont été imités, plus tard en soirée, par les joueurs de l'ASO Chlef qui ont battu le RC Relizane (2-1), sur des réalisations de Bouguettaya (40e) et Bengrina (70e).

A la faveur de leurs victoires lors de cette ultime journée de compétition, le WAT et l'ASO Chlef terminent la saison à la 15e place du classement avec le

même total de points (45). De son côté, le CR Belouizdad déjà sacré champion d'Algérie 2020-2021 lors de la précédente journée, s'est largement imposé devant l'US Biskra (4-2).

Le Chabab qui conserve le trophée acquis la saison dernière, décroche à cette occasion le huitième titre de champion d'Algérie de son histoire, après ceux de 1965, 1966, 1969, 1970, 2000, 2001 et 2020.

Dans les autres matchs de cette 38e et dernière journée, l'USM Alger a largement battu la JSM Skikda (3-0), alors que le NC Magra et le CS Constantine se sont imposés en déplacement, respectivement, devant le MC Oran (2-1) et l'USM Bel Abbès (1-0).

Dans le derby algérois entre le MC Alger et le NA Hussein-Dey, les deux équipes n'ont pas réussi à se départager et se sont quittées sur le score de 4 à 4.

Au terme de cette saison marathon disputée à huis clos à cause des restrictions sanitaires dues à la pandémie de COVID-19, le CR Belouizdad et l'ES Sétif disputeront la saison prochaine la Ligue des champions africaine, alors que la JS Saoura et la JS Kabylie (vainqueur de la Coupe de la Ligue) seront versées en Coupe de la Confédération (CAF).

JSM Skikda, prévu le 28 août prochain.

Résultats complets et classement

Résultats complets et classement à l'issue des matchs de la 38e et dernière journée du championnat de Ligue 1 de football, disputés mardi :

CR Belouizdad - US Biskra 4-2
Paradou AC - JS Kabylie 0-1
WA Tlemcen - ES Sétif 1-0
CABB Arreridj - O. Médéa 2-2
JSM Skikda - USM Alger 0-3
MC Alger - NA Hussein-Dey 4-4
JS Saoura - AS Ain M'lila 4-1
ASO Chlef - RC Relizane 2-1
MC Oran - NC Magra 1-2
USM Bel-Abbès - CS Constantine 0-1

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	76	38
Champion d'Algérie 2020-2021		
2). ES Sétif	71	38
3). JS Saoura	69	38
4). USM Alger	65	38
5). JS Kabylie	60	37
->. MC Oran	60	38
7). MC Alger	57	38
->. CS Constantine	57	38
9). NC Magra	52	38
10). O. Médéa	51	38
11). Paradou AC	50	38
12). RC Relizane	47	38
->. NA Hussein-Dey	47	38
14). US Biskra	46	38
15). WA Tlemcen	45	38
->. ASO Chlef	45	38
17). AS Ain M'lila	44	38
relégué en Ligue 2		
18). USM Bel-Abbès	38	38
relégué en Ligue 2		
19). CABB Arreridj	22	38
relégué en Ligue 2		
20). JSM Skikda	17	37
relégué en Ligue 2.		

COVID-19 Début mercredi de la campagne de vaccination au profit des clubs de Ligue 1

Le ministre de la jeunesse et des sports (MJS) Abderrazak Sebtag, va donner mercredi à la salle Harcha-Hacène (Alger), le coup d'envoi de la campagne de vaccination contre le Covid-19, au profit des joueurs, entraîneurs et staffs techniques des clubs de la Ligue 1 professionnelle de football, en vue de la saison 2021-2022, dont le début est fixé au 23 octobre, a annoncé le département ministériel, mardi dans un communiqué.

La première phase de vaccination concernera mercredi quatre clubs de la capitale : MC Alger, CR Belouizdad, Paradou AC, et NA Hussein-Dey, alors que les autres clubs de l'élite recevront leur première dose au niveau de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de leurs wilayas respectives, précise la même source.

La vaccination concernera également les staffs médicaux et dirigeants des clubs concernés.

Le MJS a annoncé lundi soir dans un communiqué que la vaccination contre la Covid-19 sera "obligatoire pour l'ensemble des acteurs sportifs algériens, qui seront engagés dans les différentes compétitions nationales et internationales de la saison 20 21-2022".

Le même source a souligné que cette démarche est devenue "incontournable et nécessaire", pour garantir la protection de tous contre la pandémie du Covid-19 et permettre la reprise des entraînements et des compétitions (toutes catégories confondues) dans des conditions sanitaires plus sécurisées.

Voici par ailleurs le calendrier de vaccination des clubs de Ligue 1 :

Mercredi 25 août (salle Harcha-Hacène) : MC Alger, CR Belouizdad, Paradou AC, et NA Hussein-Dey

DJS de Béchar : JS Saoura
DJS de Chlef : ASO Chlef
DJS d'Oran : MC Oran
DJS de Sidi Bel-Abbès : USM Bel-Abbès
DJS de Bordj Bou Arreridj : CABB Arreridj
DJS de Skikda : JSM Skikda
DJS de Biskra : US Biskra
DJS d'Oum Bouaghi : AS Ain M'lila

Jeudi 26 août :

DJS de Relizane : RC Relizane
DJS de M'sila : NC Magra
DJS de Constantine : CS Constantine
DJS de Sétif : ES Sétif
DJS de Médéa : Olympique Médéa
DJS de Tizi-Ouzou : JS Kabylie.

CHAMPIONNAT INTER-RÉGIONS 2021-2022

La période d'enregistrement des licences fixée du 24 août au 7 octobre (LIRF)

La période d'enregistrement des licences pour les clubs pensionnaires de la Ligue inter-régions de football (LIRF), a été fixée du 24 août au 7 octobre, a annoncé la LIRF, mardi sur son site officiel.

"La période d'enregistrement des licences est fixée du 24 août au 7 octobre. Toute demande de licence déposée entre le 8 et le 15 octobre 2021 est sanctionnée par une amende de 3000 dinars par licence", a indiqué l'instance dirigeante du football inter-régions dans un communiqué.

Par ailleurs, la LIRF a souligné également que "les clubs sont tenus de se conformer au respect strict des dispositions réglementaires en matière notamment de dépôt des dossiers d'engagement". Ainsi, la LIRF a fixé au 30 septembre au plus tard, comme dernier délai du dépôt du dossier d'engagement.

"Tout dépôt, entre cette date et le 7 octobre sera sanctionné par une amende de 50.000 dinars. Passé ce délai aucun dossier ne sera accepté. Le dossier incomplet ne sera pas accepté", ajoute la même source. Pour rappel, le coup d'envoi du championnat d'inter-régions sera donné le vendredi 15 octobre prochain.

Voici par ailleurs la constitution des six groupes du championnat inter-régions saison 2021-2022 :

- **Groupe Centre-Est** : A Boussaâda, CR Village-Moussa, CRB Ouled Djellal, DRB Tadjanet, ES Bouakeul, IB Khemis El-Khechna, IRB Berhoum, JS Boumerdes, JS Djidjel, MB Bouira, NARB Réghaia, NRB Grarem, OM Medjana, RC Boumerdes, USM Sétif, WR M'sila

- **Groupe Centre-Ouest** : CB Beni-Slimane, CRB Dar El-Beïda, CR Zaouia, ES Berrouaghia, ES Sour El-Ghozlane, ESM Koléa, FCB Frenida, IRB Bou Medfaâ, JS Haï Djebel, JS Tixeraine, MS Cherchell, ORBB Oued Fodda, RA Ain Defla, RC Oued R'houi, USM Blida, WAB Tissemsilt

- **Groupe Est** : AB Chelghoum Laïd, AS Khroub, CB Mila, CRB Ain Fekroun, CRB Ain Yagout, CRB Drean, CRB Kaïs, ES Guelma, JB Ain Kercha, MSP Batna, Nasr Fedjoudj, NRBB Tazougourt, OSM Taref, USM Ain Beïda, US Tébessa

- **Groupe Ouest** : ASB Maghnia, ES Mostaganem, FCB Telagh, IRB El-Kerma, ICS Tlemcen, IRB Maghnia, IS Tighenif, JS Emir Abdelkader, JS Sig, MB Hassasna, MB Sidi Chahmi, Nasr Esenia, OM Arzew, SC Medioni Oran, US Remchi, WA Mostaganem

- **Groupe Sud-Est** : ASB Metlili Chaâmba, CR Béni Thour, ES Ouargla, IRB Afrou, IRB Nezla, IRB Robbah, IR Zaouia Abidia, MB Hassi Messaoud, MR Rouissat, MR Hammadine, NRB Touggourt, NT Souf, O Magrane, USB Hassi R'mel, US Souf

- **Groupe Sud-Ouest** : A Ain Sefra, CRB Adrar, CRB Bougtob, GC Ain Sefra, IR Biadh, IRM Ben Omar, IR Mercheria, JRB Taghit, JS Guir, NARC Hattaba Adrar, NRB Fenoughil, NR Chorta Béchar, SC Mecheria, US Béchar Djedid.

SERIE A ITALIENNE (TRANSFERT)

Mohamed Farès en route vers la Genoa (média)

Le défenseur international algérien de la Lazio de Rome Mohamed Farès, pourrait rejoindre, à titre de prêt, la Genoa, pensionnaire de Serie A italienne de football, rapporte mardi le site spécialisé Tuttomercatoweb.

"Mohamed Farès peut être le coup de surprise pour la dernière semaine de marché des transferts chez la Genoa, qui prévoit une rencontre avec la Lazio dans les prochaines heures pour négocier le transfert de l'Algérien.

Des pourparlers sont en cours pour clore l'opération de prêt, et donner un renfort très important à l'entraîneur Davide Ballardini pour le 3-5-2 qu'il a mis en place dès le début de la saison", précise la même source.

Mohamed Farès (25 ans) qui compte 23 apparitions la saison dernière sous le maillot romain, dont 14 titularisations, n'a pu s'imposer comme un titulaire à part entière dans le dispo-



sitif de l'ancien entraîneur Simone Inzaghi, remplacé cet été par Maurizio Sarri.

Le latéral gauche algérien avait porté les couleurs du Hellas Vérone avant de rejoindre la SPAL en 2018. En septembre

2020, il a rejoint la Lazio de Rome pour un contrat de cinq ans.

Le natif d'Auberwilliers (France), en manque de temps de jeu, ne devrait pas figurer sur la liste des joueurs de l'équipe nationale, convoqués

en vue des deux premiers matchs du 2e tour des éliminatoires (Gr.A) de la Coupe du monde 2022 : le jeudi 2 septembre face à Djibouti à Blida, et le mardi 7 septembre devant le Burkina Faso à Marrakech (Maroc).

COUPE ARABE (DAMES) 1ÈRE JOURNÉE - GR.B

L'Algérie jouera en vert, la Jordanie en rouge et blanc

La sélection algérienne (seniors/dames) de football portera un jeu de maillot de couleur verte contre son homologue jordanienne, qui elle sera habillée en rouge et blanc, lors de la confrontation qui les opposera mercredi soir, à partir de 20h00 (heures algériennes) au Police Academy Stadium du Caire (Egypte), pour le compte de la première journée de la phase de poules de la Coupe arabe des nations

féminines. La décision a été prise lundi soir, lors de traditionnelle réunion technique, pendant laquelle d'autres aspects ont été passés en revue, notamment, sur les plans réglementaire, organisationnel et logistique. La sélection algérienne a été reversée dans le Groupe B de cette Coupe arabe des nations, qui outre la Jordanie comporte également la Palestine, alors que le Groupe A est constitué de

l'Egypte (Organisateur), le Liban, le Soudan et la Tunisie. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les demi-finales. La première édition de la Coupe arabe des nations avait été organisée en 2006 à Alexandrie (Egypte) et remportée par l'Algérie aux dépens du Maroc, à lors que Doha (Qatar) avait abrité la deuxième édition en 2015 qui avait vu le Liban décrocher le titre face à Djibouti.

ITALIE

Le Chievo Vérone disparaît faute de repreneurs

Le club italien de football du Chievo Vérone, qui a évolué en Serie A de 2001 à 2019 avant d'être confronté à de graves problèmes financiers, disparaît faute de repreneurs, a annoncé mardi la mairie de la ville (nord-est). "A midi s'est achevé le délai fixé par la Fédération pour l'inscription en championnat, sur le point de débiter (...) aucune proposition (de reprise) n'est arrivée", a indiqué la mairie dans un communiqué. Huitième de Serie B la saison dernière, mais relégué administrativement en Serie D fin juillet, le Chievo avait jusqu'à mardi pour trouver un reprenneur

et valider son inscription en championnat. La ville précise toutefois qu'elle espère sauvegarder les équipes de jeunes du club et annonce que l'ancien joueur phare et capitaine gialloblu, Sergio Pellissier, a déposé le nom Chievo 1929 (date de la fondation du club). Pellissier (517 matches et 139 buts avec le Chievo), qui avait tenté de mettre sur pied un plan de sauvetage, avait reconçu samedi son échec, sur Instagram: "C'est un des jours les plus tristes de ma vie. J'ai essayé de toutes mes forces et j'espérais vraiment réussir à repartir et continuer cette histoire fantastique (...) mais mal-



heureusement je n'y suis pas parvenu". Je regrette d'avoir eu trop peu de temps, c'est une période vraiment compliquée pour pouvoir trouver des sponsors", a-t-il expliqué. Le Chievo, l'un des deux clubs de Vérone avec le Hellas, a été promu en Serie A en 2001 et a connu 17 saisons dans l'élite, interrompues d'une saison en Serie B en 2007-2008. Les inter-

nationaux italiens Bernardo Corradi, Emanuele Giaccherini, Simone Perrotta, Luca Marchegiani, l'attaquant italo-brésilien Amauri, le défenseur colombien Mario Yepes et l'attaquant allemand Oliver Bierhoff ont notamment porté le maillot du Chievo dont Luigi Del Neri fut l'un des entraîneurs emblématiques.

ALLEMAGNE

Thuram (Mönchengladbach) blessé et absent jusqu'à nouvel ordre

L'international français de Mönchengladbach Marcus Thuram, blessé ce week-end au genou droit, sera indisponible jusqu'à nouvel ordre, a indiqué mardi le club de l'ouest de l'Allemagne, ce qui compromet grandement sa convocation pour les prochains matches de l'équipe de France. "Marcus Thuram sera indisponible jusqu'à nouvel ordre, l'encadrement médical a diagnostiqué une déchirure du ligament latéral interne du genou droit", a expliqué Mönchengladbach sur son site internet, sans préciser la durée possible de son absence.

Samedi, Thuram, 24 ans, avait été contraint de quitter ses coéquipiers après seulement vingt minutes de jeu contre Leverkusen (défaite 4-0) dans le cadre de 2e journée du Championnat d'Allemagne. L'attaquant, qui a participé à l'Euro-2020, pourrait ne pas être opérationnel pour les prochains matches des Bleus, contre la Bosnie le 1er septembre à Strasbourg, en Ukraine le 4 septembre et face à la Finlande le 7 septembre à Lyon dans le cadre des qualifications pour le Mondial-2022 au Qatar. Didier Deschamps dévoilera sa sélection jeudi. Thuram a inscrit la saison dernière onze buts sous le maillot de "Gladbach", son club depuis 2019. Cette blessure pourrait par ailleurs refroidir l'intérêt que lui porterait l'Inter Milan en vue d'un transfert d'ici la fin du mercato estival.

Maksimovic (Naples) s'engage au Genoa

Annoncé dans le viseur de l'OM, Nikola Maksimovic s'est finalement engagé avec le Genoa cette semaine. Ce mardi, le Genoa a officialisé l'arrivée du défenseur serbe Nikola Maksimovic. Malgré ses 27 matchs de Serie A l'an dernier avec le Napoli, le défenseur central de 29 ans n'a pas prolongé son contrat et il débarque gratuitement au Genoa. Un temps pisté par Pablo Longoria et l'Olympique de Marseille, le joueur a finalement pris la décision de rester en Italie. Le président phocéen a tout de même assuré quelques recrues en défense pour Jorge Sampaoli cette saison. Le club a acheté Leonardo Balerdi et Luan Peres, tandis que le Français William Saliba est arrivé en prêt en provenance d'Arsenal.



HAALAND A TROIS OPTIONS POUR SON AVENIR

Phénomène du football européen, Erling Haaland devrait rejoindre l'un de ces trois clubs l'an prochain : Manchester United, le Bayern Munich ou le Real Madrid.

Auteur d'une saison absolument hallucinante l'an dernier avec le Borussia Dortmund (41 buts en 41 matchs), Erling Haaland ne quittera pas les Jaunes et Noirs cet été. Pourtant, Chelsea avait fait du recrutement du Norvégien une priorité absolue. Mais les dirigeants du BVB se sont mis en travers de la route du champion d'Europe pour réclamer pas moins de 175 millions d'euros. Une somme colossale qui a découragé les Blues, préférant aligner 115 millions d'euros sur le Belge Romelu Lukaku. Une porte qui se ferme pour le Cyborg de 20 ans, tout comme celle de Manchester City, qui semble avoir jeté son dévolu sur le capitaine des Spurs, Harry Kane.

Deux cadors de Premier League qui ne recruteront pas Erling Haaland l'été prochain à en croire les informations d'AS. Le média espagnol explique que Manchester United est désormais le seul club anglais en course pour faire sauter la clause de 75 millions d'euros qui sera active lors du prochain mercato estival. Mais les Red Devils ne seront pas seuls sur le coup pour autant. Erling Haaland est toujours dans les plans du Real Madrid et du Bayern Munich, le club allemand faisant même office de favori d'après la presse. Reste à savoir désormais quelle sera la destination privilégiée du jeune Norvégien pour l'exercice 2022/23.

MBAPPÉ LA PROMESSE D'AL-KHELAÏFI

L'offre formulée par le Real Madrid pour attirer Kylian Mbappé a de quoi ébranler le président du PSG...

Le PSG est désormais dos au mur. Comme pressenti depuis plusieurs semaines, le Real Madrid est en effet passé à l'attaque dans le dossier Kylian Mbappé, les dirigeants madrilènes proposant pas moins de 160 millions d'euros pour s'attacher les services du meilleur buteur de Ligue 1.

Et si le club de la capitale n'a pas trainé pour repousser l'offre faite par les vice-champions d'Espagne, le club de la capitale pourrait revoir sa position si les Merengues revenaient à la charge avec une offre avoisinant les 200 millions d'euros.

Le PSG pourrait d'autant plus infléchir sa position qu'à en croire AS, Kylian Mbappé aurait récemment rappelé à Nasser Al-Khelaïfi sa promesse faite à l'été 2017 au moment de son arrivée à Paris. Le président des Rouge et Bleu lui aurait en effet promis qu'il négocierait avec le Real Madrid en cas d'offre du Real Madrid.

TOTTENHAM ENTRE EN DISCUSSIONS AVEC AOUAR

Les rumeurs d'un départ d'Houssein Aouar ne sont pas nouvelles à Lyon. Mardi, L'Équipe soufflait que le milieu Rennais Benjamin Bourigeaud avait déjà été choisi comme remplaçant à l'international français en cas de départ. Selon Sky Sports, Tottenham est entré directement en contact avec les représentants d'Aouar (23 ans). Le joueur formé à l'OL a encore deux ans de contrat et ne souhaiterait pas se précipiter pour prendre une décision. Autrement dit, Aouar ne se jettera pas sur le premier club venu, un an après avoir failli quitter Lyon pour la Juventus, habituée de la Ligue des champions au contraire de Tottenham qui ne jouera que la Ligue Europa Conférence cette saison.

CHELSEA : UGBO VENDU À GENK

Malgré une supposée tentative de l'Olympique de Marseille pour faire capoter cette opération, l'attaquant Ike Ugbo (22 ans) quitte bien Chelsea pour Genk sur ce mercato d'été. Ce mardi, le club belge a officialisé l'arrivée du jeune talent, acheté pour 7 millions d'euros (bonus compris) et signé jusqu'en juin 2025.

Andrew Robertson prolonge à Liverpool

Le latéral écossais de Liverpool Andrew Robertson a prolongé son contrat « sur le long terme » ont annoncé les Reds ce mardi. Andrew Robertson a signé sa prolongation avec Liverpool ce mardi, a annoncé le club. Le latéral droit, arrivé en 2017 en provenance de Hull City, a signé un « nouveau contrat sur le long terme ». Le nombre d'années n'a pas été précisé. Il devient ainsi le cinquième joueur de l'effectif de Jürgen Klopp à avoir prolongé récemment après Trent Alexander-Arnold, Fabinho, Alisson Becker et Virgil van Dijk. À 27 ans, l'international écossais compte 177 apparitions sous les couleurs des Reds. « Je veux rester dans ce club le plus longtemps possible, c'est un moment de bonheur pour moi, pour ma famille. Nous sommes installés ici, nous aimons tout dans ce club et je suis content que l'aventure continue. » a déclaré Andrew Robertson dans un communiqué du club.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-MAROC

Lamamra dénonce l'espionnage de citoyens et de responsables algériens par le Maroc

Le chef de la diplomatie algérienne, Ramtane Lamamra a dénoncé les actes d'espionnage massif et systématique commis par le royaume du Maroc et qui ont ciblé des "citoyens et des responsables algériens à travers une technologie israélienne".

Le logiciel espion Pegasus de la société israélienne NSO Group a été utilisé par les services secrets marocains pour espionner des milliers de personnes au Maroc, en Algérie et ailleurs. Ce logiciel s'il est introduit dans un smartphone, permet d'en récupérer les messages, les photos, les contacts, et

même d'écouter les appels de son propriétaire. En juillet dernier, l'Algérie avait exprimé sa "profonde préoccupation" suite aux révélations faites par plusieurs médias appuyés par les organisations Forbidden Stories et Amnesty International au sujet de l'usage de ce logiciel par le Maroc.



SAHARA OCCIDENTAL-MAROC

Lamamra : "l'Algérie constante dans sa position à l'égard de la question Sahraouie"

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a réaffirmé mardi la position constante de l'Algérie à l'égard de la question sahraouie, soulignant que l'Algérie continuera à demander à l'ONU d'accomplir son devoir plein et entier vis-à-vis du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

"L'Algérie est constante dans sa position et elle continuera à demander à l'ONU d'accomplir son devoir plein et entier vis-à-vis du droit du peuple de la République arabe sahraouie démocratique à l'autodétermination", a affirmé M. Lamamra qui répondait aux journalistes après avoir annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc à compter de mardi, sur fond d'actes hostiles de Rabat contre l'Algérie.

"Le problème du Sahara occidental figurait parmi les principaux points débattus et ayant fait l'objet d'accord entre l'Algérie et le Royaume du Maroc, en 1988 lorsqu'une délégation de haut niveau était venue en Algérie pour négocier les conditions de reprises des relations diplomatiques. Aucune partie n'avait occulté, alors, la question sahraouie".

"Il y avait un fort engagement en faveur de l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui", a rappelé M. Lamamra précisant que cet engagement était politique et faisait partie des conditions à honorer par le Maroc pour la reprise des relations entre Alger et Rabat. Il a indiqué, dans ce sens, que "le cessez-le-feu a duré plus de 29 ans...C'est le Maroc qui l'a violé le 13 novembre 2020 à travers les agressions d'El Guerguerat. "L'ONU réfléchit maintenant à la manière d'accomplir au mieux son devoir envers le peuple sahraoui dans le cadre de la décolonisation...C'est le droit du peuple sahraoui".

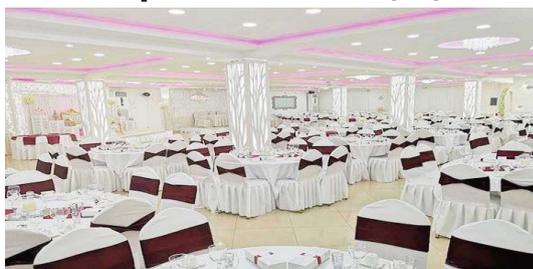
"L'Algérie est constante dans sa position et elle continuera à demander à l'ONU d'accomplir son devoir plein et entier vis-à-vis du droit du peuple de la République arabe sahraouie démocratique à l'autodétermination", a affirmé M. Lamamra qui répondait aux journalistes après avoir annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Maroc à compter de mardi, sur fond d'actes hostiles de Rabat contre l'Algérie.

MESURES DE LUTTE CONTRE LE CORONAVIRUS

Les salles de fêtes non concernées par la levée de fermeture des espaces de loisirs (PM)

Les salles de fêtes ne sont pas concernées par la levée de la mesure de fermeture des espaces de loisirs et de détente, indiquent, mardi dans un communiqué, les services du Premier ministre (PM), tout en rappelant "la reconduction" de la mesure d'interdiction de tout type de rassemblement, à l'échelle nationale.

"Suite au communiqué du mardi 24 août 2021 relatif au réaménagement des horaires de confinement partiel à domicile, les services du Premier ministre rappellent que la levée de la mesure de fermeture des espaces récréatifs de loisirs et de détente, des lieux de plaisance et des plages, ne concerne pas les salles des fêtes qui demeurent fer-



mées", précise la même source. Tout en soulignant, à ce propos, "la reconduction de la mesure relative au retrait définitif" de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles enfreignant l'interdiction en vigueur, les mêmes services annoncent, en outre, la

reconduction de "la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circonscription et autres événements".

LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ

Neuf éléments de soutien au terrorisme et 13 narcotrafiquants arrêtés par des détachements de l'ANP

Neuf (09) éléments de soutien aux groupes terroristes et 13 narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 4 quintaux de kif traité saisis par des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP) au cours de la semaine écoulée, indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi. "Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire ont mené, du 18 au 24 août 2021, de multiples opérations qui témoignent de l'engagement infatigable de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", précise la même source.

Ainsi et dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont arrêté (09) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement de l'ANP "a découvert et détruit une (01) bombe de fabrication artisanale dans la région de Bougara à Blida".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans "la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 3 narcotrafiquants et saisi

316,5 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc, tandis que 10 autres narcotrafiquants ont été arrêtés et 108,5 kilogrammes de la même substance ainsi que 15,055 comprimés psychotropes ont été saisis, dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires". Par ailleurs, des détachements de l'ANP ont intercepté, à Tamanrasset, En Guezam et Bordj Badji Mokhtar, 178 individus et saisi 38 véhicules, 177 groupes électrogènes, 115 marteaux piqueurs, 8 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 52 tonnes de mé-

lange de pierres et d'or brut et 68 tonnes de denrées alimentaires, alors que 119 quintaux de tabac ont été saisis à Biskra et Ouargla. De même, des tentatives de contrebande de quantités de carburants s'élevant à 9.430 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Tindouf".

Les Garde-côtes ont d'autre part, "mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 52 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 84 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Oran, Tindouf et Biskra", ajoute le bilan opérationnel de l'ANP.

ALGÉRIE-TUNISIE-LIBYE

Lamamra : "la sécurité de la Tunisie menacée par des mouvements terroristes activant dans la région notamment en Libye"

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé, mardi, que la sécurité et la stabilité de la Tunisie étaient menacées par des mouvements terroristes, qu'ils soient tunisiens ou se trouvant dans la région notamment sur les territoires libyens.

Lors d'une conférence de presse, M. Lamamra a déclaré que "l'Algérie coopère avec la Tunisie dans les domaines sécuritaires et militaires et partage avec elle les renseignements et les analyses politiques". A propos des immixtions étrangères en Tunisie, le ministre a indiqué que "l'Algérie élève la voix, en cas de nécessité, pour rejeter les interventions étrangères et souligne que les droits souverains de la Tunisie ne doivent jamais être entravés ni influencés d'une

quelconque manière". "Nous avons confiance en l'Etat et en le peuple tunisiens, de même que nous sommes convaincus que le peuple tunisien s'en sortira soudé et engagé à édifier sa démocratie, comme convenu par ses forces politiques", a-t-il ajouté.

Et de préciser que "les dernières visées fréquentes en Tunisie prouvent ce fort intérêt de l'Algérie et l'engagement à être à l'écoute de la situation en Tunisie et à se mobiliser avec les frères jusqu'à ce que la Tunisie surmonte, avec paix et sérénité, cette période de son histoire". Le ministre des Affaires étrangères a mis en avant le souci de l'Algérie à ce que le peuple tunisien exerce son droit de choisir son système constitutionnel et organiser ses affaires politiques.

ALGÉRIE-SAHEL

Lamamra : la région sahélo-saharienne, vitale pour l'Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé, mardi à Alger, que la région sahélo-saharienne était vitale pour l'Algérie, indiquant que "toutes les actions de l'Algérie vont dans le sens de la défense de sa souveraineté, de sa sécurité et de son intégrité, ainsi que celles des pays frères sahélo-sahariens".

Intervenant lors d'une conférence de presse, M. Lamamra a précisé que "l'Algérie est déterminée à œuvrer, aux côtés des frères maliens, à la réalisation des principes de l'accord de paix et de réconciliation issus du processus d'Alger", faisant savoir que la mise en oeuvre de la réconciliation a franchi des pas positifs, mais, a-t-il souligné, "demeure entravée, pour une raison ou d'une autre, ce qui requiert plus d'efforts par la diplomatie algérienne". Et de soutenir que "l'effort de l'Algérie se poursuivra et concernera des domaines vastes, à commencer par la solidarité dans les domaines économiques, la coordination de l'action internationale et l'effort diplomatique envers les partenaires étrangers dans le cadre d'instances

internationales spécialisées, puis par le raffermissement du tissu de la solidarité internationale et sécuritaire au sein du Groupe sahélo-saharien".

"Le Mali est un pays qui a subi plusieurs épreuves et tragédies, ce qui lui a imposé une situation très difficile", a-t-il dit, soulignant que "l'Algérie se rappelle de la solidarité du Mali à ses côtés en 1960. "Nous nous rappelons lorsque le Mali a reconquis son indépendance et a accepté la demande de l'Armée de libération nationale (ALN) de lui frayer le chemin pour ouvrir un front contre le colonialisme, un accord à titre solidaire, c'était en 1960", a-t-il ajouté. Le ministre des Affaires étrangères a précisé que "l'Algérie doit rendre la pareille au Mali qui souffre d'énormes problèmes liés à l'économie, l'environnement, la politique et la sécurité".

"Il y aura de grandes échéances au Mali, en tête desquelles l'élection présidentielle pour mettre un terme à la période de transition et édifier des institutions élues, c'est pourquoi l'Algérie est appelée à soutenir le Mali", a conclu M. Lamamra.